

De la Place Tahrir à la Puerta del Sol:
**Le Mouvement du 15 Mai
dans l'Etat espagnol**

**J-M Antentas, E. Vivas, M. Romero, J. Fernandez, M.
Urban, R. Camarguo, V. Valdès, S.A. Rico, J. Pastor,
S. Ezquerro, G. Donaire, D. Tanuro**



Formation Léon Lesoil asbl.
20 rue Plantin 1070 Bruxelles – 0476/900.997
www.lcr-lagauche.be – info@lcr-lagauche.be

15 Mai : Manifestations de masse et occupations spontanées

Le 15 mai, plusieurs dizaines de milliers de personnes (130.000 selon les estimations) ont manifesté dans les rues de plus de 50 villes de l'Etat espagnol pour protester contre la crise, la dictature des marchés, la précarité (chômage, logement...), la corruption politique, l'austérité et pour exiger une « réelle démocratie ». Les jours suivants, comme dans les révolutions dans le monde arabe, des centaines, puis plusieurs milliers d'autres ont continué à se rassembler et à occuper en permanence (malgré leur interdiction par les autorités) les principales places de plusieurs dizaines de villes, comme la Puerta Del Sol à Madrid, déterminés à y rester jusqu'aux élections municipales de ce 22 mai. Ces mobilisations sont nées de manière spontanée à partir des réseaux sociaux et elles sont essentiellement portées par la jeunesse précarisée. Nous reproduisons ci-dessous le communiqué de nos camarades de la Gauche anticapitaliste dans l'Etat espagnol sur ce mouvement inédit.

Une porte ouverte vers l'espoir

Le succès de la mobilisation à l'échelle de l'Etat espagnol pour la "Democracia real ya" (« Une réelle démocratie, maintenant ! ») a été énorme. Dans 60 villes il y a eu des manifestations, dont beaucoup avec une importante participation. En outre, il y a eu également des actions solidaires dans plusieurs villes d'Europe comme à Lisbonne, Porto, Coimbra, Faro et Braga au Portugal, Dublin, Amsterdam, Paris et Londres.

Parmi les dizaines de milliers de manifestants se trouvaient de très nombreux jeunes, mais aussi des personnes de tous les âges, des travailleurs, des précaires, des chômeurs, qui sont sortis dans les rues pour exprimer leur ras-le-bol, guidés par la consigne: « Une réelle démocratie, maintenant. Nous ne sommes pas une marchandise aux mains des politiciens et des banquiers ».

Une fois de plus, comme cela s'est passé dans le cas des révolutions dans les pays arabes, les réseaux sociaux ont servi de média privilégié pour la mobilisation, mais il faut cependant ajouter qu'elle n'a rien eu de « virtuelle » puisque se sont organisées des assemblées préparatoires et des groupes de travail dans différentes villes.

Dans la période précédant l'initiative la journée d'action, l'initiative « Prends la rue le 15 mai ! » a pu compter avec le soutien de plus de 42.000 personnes sur sa page Facebook et d'une grande quantité – plusieurs centaines – de collectifs et d'organisations sociales, parmi lesquelles se trouve le collectif de précaires « Juventud sin futuro » (« Jeunesse sans futur »), qui a déjà réalisé une manifestation à Madrid et dans d'autres villes de l'Etat espagnol au début du mois d'avril. Le célèbre écrivain et économiste José Luis Sampedro – préfacier de l'édition espagnole du livre « Indignez-vous » de Stéphane Hessel – a également publiquement manifesté son adhésion à l'initiative au travers d'une lettre ouverte.

La mobilisation a été présentée comme « a-partidiste et a-syndicale », bien qu'il était clairement annoncé que cela ne signifie pas « apolitique » et, au vu des pancartes, des calicots et des slogans criés dans les manifestations, cela était on ne peut plus clair. Les doutes qui pouvaient exister chez certains sur la manipulation du 15 mai par des secteurs proches de la droite ou, y compris, de l'extrême droite, ont été démentis par les faits : toute personne ayant un minimum d'objectivité et qui a participé aux actions a pu le constater.

La tonalité des protestations était à l'indignation, ce qui n'excluait pas un caractère dynamique et festif. Elles se sont centrées contre la corruption politique, la marchandisation provoquée par un système financier prédateur et la soumission des grands partis du système aux pouvoirs des banquiers et des patrons.

Cette mobilisation représente une réponse, encore limitée mais massive, à la crise, aux politiques appliquées pour y faire face de la part du PSOE et du PP et à l'attitude désastreuse des directions des grands syndicats. Face au rôle néfaste joué par les grands partis et syndicats, et l'incapacité actuelle des

autres forces politiques et syndicales d'apparaître comme des alternatives crédibles, il s'est produit un processus spontané d'auto-organisation des jeunes travailleurs afin de montrer leur rejet face à l'état actuel des choses. Telle est l'origine du 15 mai.

Les grands médias ont fait tout leur possible pour occulter d'abord l'appel à la mobilisation et ensuite manipuler son résultat et le contenu réel de la protestation. Ceux proches du PSOE, minimisent son ampleur et insistent sur les 50 arrestations qui ont eu lieu à Madrid afin de la criminaliser. Ceux proches du PP en arrivent à affirmer qu'il s'agit d'un mouvement exclusivement dirigé contre le gouvernement du PSOE, alors que le slogan le plus crié était « PSOE-PP, c'est la même merde ! ». La réalité, c'est que, d'emblée, le mouvement du 15 mai ne peut être récupéré par aucun des partis du système.

Les organisateurs des manifestations ont exprimé leur volonté de donner une suite à la mobilisation et cela semble bien correspondre à l'intention de la majorité de ceux qui y ont participé. Ce mouvement de masse spontané a donc devant lui des défis importants qu'il ne sera pas facile de résoudre. En premier lieu, afin de se prolonger dans l'avenir, il devra affiner sa plateforme et ses propositions alternatives face à la crise, afin de mieux les concrétiser pour que son action soit effective. Les illusions de certains participants, et y compris du Manifeste d'appel lui-même dans certains de ses énoncés (sur le fait que ce mouvement ne serait « ni de gauche, ni de droite » par exemple) sont ce qu'elles sont ; de simples illusions. Car s'opposer à la corruption politique, aux diktats du système financier et à la crise, ou construire une réelle démocratie nécessite de mettre en œuvre des mesures qui sont clairement de gauche et que les propositions de cette initiative reprennent déjà en partie.

C'est également le cas pour l'organisation du mouvement lui-même – s'il veut se poursuivre – afin de surmonter des limitations importantes, en articulant et organisant les participant-e-s bien au-delà des réseaux sociaux – qui continuent à être des instruments très utiles - , en les réunissant physiquement dans les villes, les villages, les quartiers, les entreprises. C'est une condition indispensable afin de rendre efficace un travail à moyen et à long terme.

Dans la situation actuelle, les militant-e-s anticapitalistes doivent favoriser et contribuer, de manière solidaire et loyale, à la clarification politique et à l'articulation organisationnelle de ce mouvement spontané, à partir du respect principal de ses propres initiatives et de son indépendance dans lesquels résident, justement, sa force.

Malgré les problèmes existants, qu'il ne faut pas occulter et qu'il convient d'avoir en tête, nous sommes face à une initiative ayant le potentiel d'offrir une perspective d'avenir, c'est une première riposte de masse des jeunes travailleurs face à la crise, après la grève générale du 29 septembre et le Pacte social démobilisateur signé par les directions syndicales majoritaires. C'est une porte vers l'espoir qui s'est ouverte.

Communiqué d'Izquierda Anticapitalista. Traduction française pour le site www.lcr-lagauche.be

<http://www.anticapitalistas.org/node/6858>

Nous n'avons plus peur d'eux

Par Joseba Fernández, Miguel Urbán et Raúl Camargo

Le 15 Mai, une brèche s'est ouverte. Il n'y a plus de discussion à ce sujet. Une mobilisation qui ouvre de nouvelles voies et qui représente, sans conteste, un point d'inflexion dans la riposte sociale à la crise dans l'Etat espagnol. Quiconque, dans le camp de la gauche, au-delà des incertitudes du moment, doute ou se refuse à célébrer avec joie cet événement a un sérieux problème. Il se met d'ores est déjà hors jeu.

Dans ce texte nous avançons une série d'explications pour comprendre le succès de la mobilisation (et sa poursuite), l'importance du thème de la précarité et de la jeunesse, ainsi que la signification que cet événement-mouvement peut avoir comme facteur de déstabilisation dans la mobilisation contre la crise.

Les antécédents, le bouillon de culture, l'abandon de poste de certains et l'impuissance des « alternatifs »

S'étendre, à nouveau, sur les facteurs qui expliquent la profonde détérioration de la situation sociale, économique et environnementale et sur l'ensemble de la vie politique espagnole n'a pas beaucoup de sens ici. Il est archi connu comment a éclaté la crise économique capitaliste sur le modèle de développement espagnol et comment cela a affecté des millions de personnes. On connaît également le modèle de sortie de crise que les élites ont mises en place. Une dynamique de « lutte de classes par en haut » qui, sous les diktats de l'UE et du FMI, laisse un cortège sans fin de victimes et représente une victoire écrasante pour les banquiers, les grands capitalistes et les spéculateurs de tous poils.

D'une certaine manière, le bilan depuis le crack de l'économie espagnole est terrifiant. La financiarisation des classes moyennes, « l'enrichissez vous » et le rêve d'une société de petits propriétaires et de l'ascenseur social ont fonctionné à la perfection comme un mécanisme illusoire pour justifier le modèle économique de développement du pays. Mais l'éclatement des bulles financières et immobilières, dont le poids était énorme dans l'économie espagnole, ont fait voler en éclat cette fiction selon lequel le capitalisme profitait à tous.

D'une société rendue partiellement euphorique par la croissance économique on est passé à une société majoritairement frappée de plein fouet par la crise et sans filet social auquel s'accrocher. Et, sans pour autant entrer dans une psychologisation creuse, on est passé d'une citoyenneté reposant sur différents réseaux de confiance à une société qui n'a plus confiance envers les institutions sociales et politiques sur lesquelles repose le régime espagnol.

Mais cette transition s'est faite attendre. Dans sa composition majoritaire, la classe ouvrière a d'abord été mise K.O à travers une série de phases et de moments déterminés. Personne ne passe de l'euphorie à la peur et de cette dernière à l'indignation et à la mobilisation en une séquence courte et mécanique. Mais, bien entendu, le « bouillon de culture » qui allait produire « l'explosion » du 15 Mai s'est tissé peu à peu, de manière souterraine. Au cours de ces derniers mois, ce fut aux marges des canaux et des structures dont on attendait d'elles qu'elles puissent jouer un rôle de premier plan dans la riposte face à l'urgence sociale.

Une première brèche s'est ouverte le 29 septembre 2010. Ce jour là (et dans les semaines préparatoires), la possibilité réelle d'amplifier les résistances et les ripostes populaires (et pas seulement dans le cadre des relations de travail, mais bien au-delà) a été réaffirmée par le succès de la grève générale. Pour la gauche sociale et politique anticapitaliste, les conditions de continuité de la grève étaient claires ; construction de plateformes citoyennes, de nouvelles initiatives de grèves, apprentissage collectif dans la lutte, etc.

La fin du conflit syndical, du fait de la compromission des syndicats majoritaires avec le « dialogue » et le « Pacte social » signé par leurs directions avec le gouvernement, ont fait qu'il a été impossible d'exploiter l'opportunité ouverte par cette première brèche. Il a été impossible, à partir de ces structures syndicales, de suivre un autre modèle d'accumulation de forces et de luttes en réponse à la crise. Le mal qu'a causé ce Pacte (sur le recul de l'âge de la retraite à 67 ans, NdT) sur les pensions et sur le moral d'un grand nombre de militants, ainsi que la perte de crédibilité (bien méritée) dont ont souffert les centrales syndicales

bureaucratiques permettent de comprendre que les syndicats n'ont plus été perçus comme des instruments capables d'interpréter et de traduire en action le malaise social généralisé.

Le bilan de ce qu'on peut appeler, de manière large et diffuse, la gauche alternative et anticapitaliste, n'est pas plus brillant. Bien entendu, elle n'a nullement été coupable de jouer un rôle de complice dans la farce de la « paix sociale ». Mais elle n'a pas été capable d'exprimer dans la rue l'alternative qu'elle peut porter. Bien que les résistances aient été notables, les incapacités organisationnelles, les œillères idéologiques, la déconnection réelle vis-à-vis de ce qui ne constitue pas les noyaux d'activistes habituels ou, simplement, l'absence de mise en œuvre de modes d'actions attractifs pour un autre public, tout cela a conduit au fait que ces mobilisations – bien que nécessaires et relativement réussies – n'ont pas été capables, à aucun moment, d'initier un nouveau cycle de luttes de masses.

Ainsi, le syndicalisme alternatif, les mouvements sociaux les plus radicaux et cohérents ou la gauche politique radicale n'ont pas (nous n'avons pas) réussi à briser et dépasser le cercle dans lequel ils se déploient habituellement. Bien qu'il soit vrai que, au cours de ces derniers mois, leur rôle d'étincelle dans la dynamique des luttes s'est amplifié, on a toujours atteint un plafond infranchissable. Mais il faut reconnaître également que toutes ces initiatives, aussi petites soient-elles, qui se sont concrétisées depuis des mois et des années ont peu à peu contribué à construire une partie du discours aujourd'hui assumé par les masses qui se sont mobilisées le 15 mai.

L'effet d'imitation et les résistances dans le monde des dépossédés

L'absence de référents pratiques, symboliques et organisationnels ont empêché la possibilité de ripostes sociales d'ampleur au cours de ces derniers mois. Soudain, frappant à notre porte, sont apparues les révoltes, les rebellions et les révolutions d'autres peuples, de nouvelles expériences et de nouvelles formes d'auto-organisation. Ce fut la jeunesse portugaise, dans sa lutte contre le FMI ; les étudiants italiens contre Berlusconi, la précarité et l'austérité dans l'enseignement ; le syndicalisme et la jeunesse grecque contre la dette et le chantage de l'UE ; les universités occupées et mobilisées au Royaume Uni ; la France rebelle et qui refuse de perdre ses droits sociaux. Et ce fut, comme un miracle inespéré, le soulèvement de la dignité et contre la tyrannie dans les pays arabes. La jeunesse tunisienne et égyptienne et de tant d'autres pays, les organisations sociales et politiques qui là bas ont héroïquement résisté depuis des années aux dictatures politiques et économiques, nous ont montré qu'il est possible de prendre le ciel d'assaut, et y compris dans les pires conditions. Et, d'une certaine manière, ils nous ont fait perdre la peur.

On ne peut pas minimiser, au vu de ce qui se passe aujourd'hui dans l'Etat espagnol, l'effet de contagion que ces révoltes-révolutions ont dans le monde. Et la manière dont elles contribuent à changer les choses et de prétendues réalités immuables dans la gestion du capitalisme et de l'impérialisme à l'échelle globale.

Mais il est difficile de percevoir de quelle manière précise elles ont eu un impact spécifique sur le réveil de la révolte dans l'Etat espagnol. Nous ne mentionnerons que deux éléments : au niveau du discours et des formes d'organisation (utilisation des réseaux sociaux et force symbolique et réelle de l'espace public), elles semblent avoir été authentiquement inspiratrices.

La jeunesse : un signifiant vide mais plein de contenu

Íñigo Errejón disait dans un récent article que dans la mobilisation du 7 avril de « Jeunesse sans futur », le concept même de jeunesse avait été utilisé, de manière réussie, comme un « signifiant vide » qui condense une bonne partie de la réalité sociale et de l'imaginaire collectif capables de légitimer une mobilisation de ce type. Une analyse juste qui, comme nous le voyons maintenant, continue à fonctionner et continuera à le faire.

A nouveau, comme cela s'était déjà passé dans le cycle ouvert par Mai '68, bien que dans des conditions complètement différentes (1), la jeunesse, à partir de différents foyers de résistance, agit comme une authentique « avant-garde tactique » dans le cadre d'un mouvement d'ensemble. Nous n'aborderons pas ici des aspects aussi épineux que le concept de « génération », ni les conditions objectives et subjectives capables de donner lieu à une mobilisation massive de la jeunesse aujourd'hui. Nous nous limiterons à affirmer sa pertinence comme élément déclencheur d'antagonismes sociaux plus vastes. Et elle le fait dans des contextes démographiquement (par exemple quand on compare les pays arabes aux pays européens) et politiquement (le niveau politique du mouvement) très inégaux.

Le discours et la pratique axés autour de la précarité constitue toujours un élément actif à l'heure d'agglutiner les volontés. L'accumulation d'expériences et de discours contre-hégémoniques dans les universités ces dernières années n'est pas à négliger. La mise en marche d'une initiative avec autant de potentiel que celle de « Jeunesse sans futur » est seulement un signe de comment les secteurs activistes du mouvement étudiant ont su se reconnaître, articuler un discours rassembleur et affiner des pratiques de mobilisation ayant un fort impact social.

Dans ce sens, on ne peut pas comprendre le 15 mai sans le 7 avril. On ne pourra pas comprendre un tel mouvement de rue sans l'intervention spéciale et le rôle protagoniste joué par les revendications, les discours et les pratiques de collectifs comme « Jeunesse sans futur ». Les chiffres alarmants du chômage et de la précarité dans la jeunesse constituaient déjà un symptôme de préoccupation pour des sociologues liés au PSOE comme Jose Félix Tezanos ou, plus récemment, pour le FMI lui-même qui a osé parler d'un « risque » de « génération perdue » en Espagne.

Les victoires du 15 mai et ses périls: contre la dictature des marchés, le mouvement est en marche

Quelque chose a changé à partir du 15 mai. A Madrid, on respire de manière différente, dans une ambiance de manifestation. On retrouve le sens même du mot : manifester, ce qui suppose (ou devrait supposer) ; prendre les rues, se connecter avec d'autres gens et amplifier cet espace commun le plus possible. Ne plus avoir peur. Tel est le message porté depuis plusieurs semaines par les affiches de « Jeunesse sans futur » (2). Et c'est cela qui a été crié collectivement dans les rues de Madrid (et certainement dans les autres villes) : « Sin miedo » (« Sans peur ! »). Une peur que nous ne pouvons perdre qu'ensemble, collectivement. La grande réussite des politiques néolibérales a été de nous enfoncer dans des problématiques individualisées (la peur au travail, la peur de l'avenir, des banques, de la perte des liens, de l'exclusion sociale). Ce n'est qu'à partir de solutions collectives, loin de toutes les fausses solutions individuelles, que cette peur peut céder la place à d'autres états d'esprit. Et une partie de cette peur nous a déjà quitté. Telle a été la grande leçon que nous avons pu collectivement vivre ce 15 mai. Et c'est certainement ainsi qu'une grande partie des gens, peu habitués aux rituels des manifestations et expressions de la gauche, l'a senti également. Et cela est un véritable cadeau pour la gauche radicale : la possibilité de politisation de nouveaux secteurs.

Les clés du succès de la manifestation, tout comme sa continuation, commencent à être amplement reconnues. Au-delà de certains discours ambigus et contradictoires dans les appels à la mobilisation qui ont circulés les jours précédents, on percevait qu'il existait une possibilité d'amplifier le spectre social, de toucher et de mobiliser des secteurs habituellement démobilisés jusqu'à présent.

La tension entre l'organisation et le spontanéisme s'illustre à nouveau, de manière irrésolue et fautive. Il ne peut pas y avoir de marges pour un renforcement de la mobilisation et l'accumulation d'expériences organisées sans marges pour le spontanéisme, mais en même temps, il n'y a pas de marge pour ce dernier sans un travail organisé préalable, ouvert à l'inespéré.

A Madrid, le travail et la vision du collectif « Jeunesse sans futur » ont permis que cette plateforme se transforme en pôle de référence incontournable aujourd'hui. Par son dynamisme, sa combativité et sa capacité à tisser des alliances. Une apparition publique et médiatique, tolérée jusqu'à présent, mais dont on peut craindre que cela changera à court terme.

Mais le 15 mai n'a pas été une mobilisation de la jeunesse, ni le signal d'un faux conflit générationnel. Il a été la mise en lumière de ce que peut être un nouveau mouvement citoyen diversifié, avec d'évidentes contradictions mais avec encore plus de potentialités. Un mouvement, encore difficile à caractériser, qui était nécessaire et qui rompt avec l'inertie, le défaitisme et le pessimisme qui prévalaient dans la gauche dans un sens large.

S'il est si impressionnant, c'est par le nombre de personnes qu'il a pu rassembler, constituant la plus grande mobilisation contre la crise depuis la grève générale du 29 septembre, et par le fait que la plus grande partie de ses discours sont ceux que répète inlassablement la gauche depuis bien longtemps avant l'éclatement de la crise : contre la dictature des marchés et des banques, contre l'austérité sociale, contre ce modèle de « démocratie ». Et cela constitue déjà une victoire : socialiser dans les rues les drapeaux du

mouvement alterglobaliste, des étudiants, des professeurs et du personnel de la santé en lutte depuis plusieurs années, des syndicalistes honnêtes et combatifs.

On peut dire que ce n'est pas un discours achevé, complet. C'est évident. Il y manque beaucoup de choses : les analyses sur la destruction de l'environnement, sur la crise énergétique, sur les limites de la planète. Mais aussi sur le patriarcat, sur les charges de ménage qui reposent de plus en plus sur les femmes avec la crise. Ou un discours sur l'immigration, les lois sur les étrangers et les sans papiers. C'est ce qui manque encore, avec beaucoup d'autres choses.

Mais il s'agit d'un discours et d'une pratique qui doivent être accompagnés, qu'il est possible de construire en chemin et auxquels les secteurs qui ont œuvré aux résistances depuis les universités, les entreprises, dans le mouvement écologiste et féministe doivent (et doivent pouvoir) remplir de contenu.

Le 15 Mai et les plateformes qui en surgissent constituent une possibilité pour que ces gauches et ces mouvements sociaux amplifient le public de leurs discours et de leurs pratiques. Parce que ces initiatives, heureusement d'ailleurs, ne surgissent pas d'accords entre les appareils bureaucratiques. C'est, pour paraphraser Brecht dans sa polémique avec les « identitaires » ; une expérience qui a des « jambes » et non des « racines ». Voilà les convergences qui ont un avenir ; entre ceux qui ont des « jambes » (pour manifester) et non des « pieds » (comme celles des tables autour desquelles on négocie la paix sociale).

Face à cet événement, la réaction des institutions et de la gauche institutionnelle illustre le succès du mouvement lui-même (3). La stigmatisation des protestations, les étiquettes qu'on lui colle, le mépris et la répression sont les preuves palpables de l'inquiétude qu'elles provoquent. Certaines voix d'intellectuels « progressistes » nous ont demandé de nous indigner et de protester. Mais quand nous le faisons, nous sommes des "violents antisystèmes qui n'ont aucune alternative". C'est toujours la même histoire avec ces personnes confortablement installées dans le « politiquement correct ».

La perspective ouverte par le 15 mai est encore incertaine. Cela ne fait pas de doute. Bien plus de ce qui viendra après le 22 mai (date des élections municipales, NdT). De cela on sait déjà que nous aurons encore plus d'austérité et moins de démocratie.

Nous avons toujours dit que la lutte des classes est une bataille de longue haleine. Qu'il n'y a pas de raccourcis ni de recettes magiques. Et que nous ne savons pas avec certitude comment changer le monde. Le 15 mai et ce qui se passe aujourd'hui n'est pas non plus une leçon définitive. Mais il s'agit par contre clairement d'une petite rupture dans la normalité de cette « démocratie » qui s'impose à coups de matraque et de décrets anti-sociaux sous les diktats de ce qu'ils appellent « les marchés ».

S'engouffrer dans cette brèche ouverte, construire des espaces de résistance sur le terrain qui n'abandonnent pas les grands problèmes, consolider des espaces pour la pratique de cette résistance et de la démocratie d'en bas, telles sont les tâches que nous laissent déjà le cri lancé le 15 mai.

Dans la mobilisation contre la crise, et dans la lutte contre ce monde de pillage dans ce petit recoin de la planète, s'est ouverte une petite porte. Daniel Bensaïd disait que les révolutions « ou bien arrivent en retard, ou bien arrivent trop tôt, mais jamais quand on les attend ». Il disait également que la révolution est une sorte de miracle, mais que même un miracle, cela se prépare ». Ce qui a surgit le 15 mai (et bien avant, le 7 avril) n'est pas une révolution, naturellement. Mais c'est une opportunité réelle de construire un vaste mouvement contre la crise qui, avec intelligence et une bonne dose de vertu et de chance, peut commencer à faire que les choses changent. Et, comme nous l'avons vu et souffert ces dernières années, ces opportunités ne sont pas nombreuses. Ne la laissons pas passer.

Joseba Fernández, Miguel Urbán, Raúl Camargo sont militants d'Izquierda Anticapitalista
Traduction française par Ataulfo Riera pour le site www.lcr-lagauche.be

Notes :

(1) Dans cet article, parmi d'autres faiblesses, nous réfléchissons et écrivons à un moment où les événements se succèdent à grande vitesse. Les changements de la situation pourraient altérer le contenu et le sens de ce qui y est exprimé.

(2) Comme l'exprimait Daniel Bensaïd, c'était une « génération » de jeunes installés dans le « getting better » tandis que celle d'aujourd'hui est empêtrée dans le « getting worse ».

(3) "Sans maison, sans salaire, sans pension, sans peur"

(4) Il suffit de lire les déclarations épouvantées de certains dirigeants politiques.

Sans travail, sans maison... mais sans peur !

Interview avec Víctor Valdés, porte-parole du collectif « Juventud sin futuro », membre de la plateforme « Democracia real, ya »

La manifestation du 15 mai de dizaines de milliers de personnes dans le centre de Madrid, organisée par « Democracia Real Ya » (« une réelle démocratie, maintenant ») et le collectif de jeunes précaires en lutte « Juventud Sin Futuro » (Jeunesse sans futur), qui se positionnent contre les responsables de la crise, a représenté un bond considérable dans la conscience de nombreux citoyens jusqu'alors submergés dans leurs problèmes de manière individuelle. Entretien avec Víctor Valdés, 20 ans, porte-parole du collectif « Juventud sin futuro », étudiant en philosophie à l'Université Complutense de Madrid.

Qu'es-ce que « Juventud Sin Futuro » ?

« Juventud Sin Futuro » a été créé comme un espace de coordination entre les associations critiques et de base des universités publiques de Madrid. Dans le passé, nous avons travaillé au coude à coude dans différents mouvements et luttes, comme le mouvement d'opposition au Plan Bologna ou dans la participation active à la grève générale du 29 septembre 2010. Nous avons décidé de faire un pas en avant, de nous organiser à une autre échelle et lancé « Juventud Sin Futuro » comme plateforme capable de rassembler et d'exprimer la rage qui vit dans la jeunesse précaire et estudiantine. Nous voulons clairement faire savoir que nous refusons de payer leur crise.

Comment en est-on arrivé à l'organisation du dimanche 15 mai par « Democracia Real ¡ya! » et « Juventud Sin Futuro », avec des slogans tels que « Sans Travail, Sans Maison, Sans Peur » et pourquoi une telle initiative ?

L'événement du 15 mai suppose un point de départ et une suite. Le 7 avril dernier, nous étions déjà sortis dans la rue, avec le soutien de plusieurs collectifs sociaux et politiques, afin d'exprimer notre rejet face à toutes les attaques orchestrées par les élites économiques, comme par exemple la réforme des pensions (reculant l'âge de la retraite à 67 ans, NdT), qui frappent durement ceux d'en bas. Le succès du 7 avril a été inespéré.

Nous avons décidé ensuite de soutenir activement la mobilisation citoyenne du 15 mai, lancée par la plateforme « Democracia Real ¡ya! ». Le travail réalisé jusqu'au 15 mai a été très intense et, comme on l'a vu, il a donné ses fruits. Nous avons décidé de garder les slogans utilisés pour la précédente manifestation, car nous pensons qu'elles correspondent parfaitement aux nécessités et exigences des jeunes dans tout l'Etat espagnol. A notre agréable surprise, ce furent surtout les mots « Sans Peur » qui ont été très repris et qui sont devenus emblématiques de ce mouvement.

Il y a eu des milliers de personnes et parmi elles nombreuses sont celles qui n'ont jamais participé aux manifestations contre la crise. On notait sur les pancartes et les calicots certains messages qui le confirment. Quel bilan tirez vous de cette participation ? Peut-on dire qu'on a brisé, ou commencé à se fissurer, l'absence de confiance vis-à-vis de l'action collective qui prédominait chez pas mal de gens ?

Il est évident qu'il y a un secteur social qui a perdu la confiance vis-à-vis des structures traditionnelles de mobilisations. L'exemple le plus clair est celui des syndicats majoritaires et de leur politique de collaboration et de compromission. Autrement dit, quand une organisation syndicale cesse de remplir sa fonction, dans ce cas la défense des intérêts de la classe ouvrière, elle perd son efficacité.

C'est pour cela que ce secteur social s'est levé de sa chaise pour sortir dans la rue et que cette manifestation s'est centrée autour du mot « citoyenneté », car cela est clair pour tout le monde et concerne tout le monde. C'est un mouvement de et par des gens indignés qui ont su canaliser le mécontentement populaire.

D'autre part, avec cette action collective à laquelle un vaste secteur social a participé, il ne fait pas de doute qu'il y a une prise de conscience sur le fait que nous sommes bien plus forts que nous ne le pensions. Je me rappelle qu'un des slogans les plus criés était « le peuple, uni, jamais ne sera vaincu ».

Par rapport à la participation numérique, tout ce que je peux dire personnellement (nous n'avons pas encore fait une évaluation sur ce point dans JSF) c'est que cela représentait au moins la moitié des participants aux manifestations pendant la grève générale.

Quelle a été l'attitude des autorités ? Pourquoi, selon toi, lorsque les gens protestent dans la rue, les juges, les policiers et le ministère de l'intérieur s'attaquent aux jeunes alors qu'ils ne font rien contre les banquiers responsables de la ruine sociale ?

Ceux qui composent « l'Etat de droit » et qui devraient rendre la justice sont parfois soumis à des groupes de pression capitalistes. A mon humble avis, ils devraient plutôt juger et condamner ceux qui provoquent les injustices sociales vus qu'ils sont, qu'ils le veuillent ou non, ceux qui sont chargés d'administrer la justice. La voix des sans voix doit être représentée à tout moment et respectée. Si ce n'est pas le cas, alors c'est que quelque chose ne tourne pas rond. C'est d'autant plus le cas quand la majorité sociale n'a aucun écho dans les grands médias qui façonnent l'opinion.

Concrètement, par rapport aux jeunes, on a créé un climat de discrédit par rapport à notre situation. Il y a le fameux « ninisme » selon lequel les jeunes dans ce pays ne veulent ni étudier, ni travailler. Il s'agit certainement du plus vil des mensonges depuis des années au vu du fait que nous avons un des taux d'abandon scolaire le plus haut d'Europe et que le chômage des jeunes atteint 45%. Ce n'est pas que nous ne voulons pas, la réalité c'est que nous ne pouvons pas étudier et qu'ils ne nous laissent pas travailler.

24 manifestants ont été arrêtés le 15 mai et il y a eu des charges policières qui ont rappelé l'époque de la dictature...

A « Juventud Sin Futuro » nous condamnons de manière énergique la brutale et démesurée répression policière qui a frappé la fin de la marche et nous nous solidarisons avec les personnes blessées et arrêtées.

A la tête de la manifestation se trouvait des jeunes avec des pancartes en forme de couvertures de livres et avec des titres d'ouvrages qui défendent une conscience sociale critique. Les livres critiques offrent-ils une perspective, ensemble avec la mobilisation ?

Il faut remarquer que ces pancartes, les « Book Block », sont un clin d'œil aux différentes luttes étudiantes et de la jeunesse précaire qui ont eu lieu dans plusieurs pays d'Europe où ils sont également utilisés dans les luttes. Les jeunes lisent aussi. Il existe un lien entre la conscience que nous apporte quelque chose d'aussi fondamental qu'un livre et la défense de la culture et du savoir face aux plans de marchandisation de l'université et de l'enseignement en général. C'est pour cela que « Juventud sin Futuro » a décidé de mettre en première ligne un « Book block ».

Quelle est l'avenir de la jeunesse et de l'ensemble des travailleurs après la mobilisation du 15 mai ?

L'avenir de la jeunesse et des classes populaires passe par la résistance, par la lutte et par l'affrontement clair et direct avec les élites économiques capitalistes et la classe politique dominante. Il passe par l'exigence de faire marche arrière dans la réforme des pensions, pour une redistribution des richesses, pour donner un coup d'arrêt à la marchandisation de l'enseignement, pour exiger un loyer social et universel pour que nous ayons le droit à un logement digne, pour l'abrogation de la réforme du droit du travail qui permet qu'on se fasse licencier injustement quand nous ne sommes plus rentables pour les entreprises. « Parce que vous nous avez enlevé trop de choses, maintenant nous voulons tout ! »

L'organisation, l'implication et la réappropriation des espaces publics sont autant d'éléments essentiels pour que le mouvement social se cimenter correctement et avance uni et sans fissures.

www.juventudsinfuturo.net . Entretien réalisé par Ramón Pedregal pour rebelion.org. Traduction française pour le site www.lcr-lagauche.be

« Plus rien ne sera comme avant »

Entretien avec Miguel Romero

D'où vient cette extraordinaire mobilisation qui secoue l'Etat espagnol ?

Pour comprendre, il faut remonter à la grève générale du 29 septembre 2010, contre le projet de réforme des retraites. Par rapport à ce qu'on avait connu les années précédentes, la grève avait été un succès. Un quart de la population environ y avait participé. Il faut savoir que le nombre de grèves a chuté ces dernières années dans l'Etat espagnol; il y a un dialogue permanent entre les syndicats et le patronat sur les salaires et toutes les autres questions. La grève marquait donc une remobilisation sociale. Mais une offensive médiatique a immédiatement été déclenchée, présentant le mouvement comme un échec. Les directions syndicales ont été fortement impactées par cette campagne et la mobilisation est restée sans précédent. Il n'est pas sûr qu'un nouveau appel à la grève aurait été couronné de succès, mais il aurait lancé un message de détermination et de courage: « nous restons opposés au projet du gouvernement ». Au lieu de cela, les syndicats ont négocié avec le gouvernement et accepté la réforme des retraites, moyennant quelques modifications mineures.

Le bilan est très lourd pour le monde du travail : les actifs de 40 -45 ans, lorsqu'ils seront à la retraite, toucheront une pension inférieure de 20% à la pension actuelle. Cet accord a semé la frustration mais aussi la passivité dans le mouvement ouvrier. Par contre, il a suscité la colère des jeunes qui s'étaient investis dans la grève, avaient été solidaires des piquets, etc. L'idée s'est répandue qu'il n'y a rien à attendre des syndicats majoritaires. Quant aux syndicats minoritaires, comme la CGT, ils ont peu de poids. Ils auraient la force pour devenir une référence, mais leur ligne sectaire les en empêche. Dans ce cas-ci, ils se sont contentés d'une déclaration. Les conditions étaient ainsi réunies pour qu'une initiative émerge de la jeunesse elle-même.

Quels secteurs de la jeunesse sont à la base du mouvement ?

Début 2011, on sentait une certaine tension dans les universités. Mais, au niveau de la gauche anticapitaliste, nous étions assez pessimistes. Nous notions surtout l'absence de perspectives : l'impasse sociale se prolongeait. En mars, au Portugal, un appel « Jeunes précaires » était lancé sur internet et débouchait sur une extraordinaire manifestation de 250.000 personnes, à Lisbonne. La manifestation avait très peu de contenu politique : « Nous sommes humiliés » ; « Nous sommes la génération la plus formée et nous sommes au chômage ou dans des boulots précaires ». Mais le nombre de manifestants était impressionnant. Cet exemple a eu un effet immédiat dans les universités espagnoles, notamment à Madrid. Il faut savoir que le chômage frappe presque 20% de la population, soit 4,9 millions de personnes. Le chômage des moins de 25 ans est de 40,5%. La plupart des jeunes entre 20 et 30 ans survivent grâce à des petits boulots, avec 600 Euros par mois. Ils ne sont donc pas en situation d'avoir une vie indépendante de la famille.

C'est ainsi qu'une centaine d'étudiants ont formé le groupe « Jovenes sin futuro » (« Jeunes sans avenir »). La plateforme se décrivait comme une initiative de jeunes « Sin curro, sin casa, sin pension, sin miedo » (« Sans boulot, sans maison, sans pension, sans peur »). Le plus important dans cette énumération est « sin miedo » (sans peur). J'ai interviewé ces jeunes à l'époque, pour "Viento Sur". Ce sont des personnes intelligentes et modestes. Leur plateforme a appelé à une manifestation pour le 7 avril. On y attendait quelques centaines de personnes. Ils étaient 4.000 à 5.000.

Le succès de la manifestation du 7/4 a incité les organisateurs à convoquer une autre manifestation, pour le 15 mai. Entre-temps était apparu un autre groupe : « Democracia real ya » (« Une vraie démocratie, maintenant ! »). Sa plateforme était très faible politiquement. Sur le plan social, elle se prononçait contre le chômage, contre la dictature du marché, etc. Mais, sur le plan politique, elle se disait « ni de droite, ni de gauche ». Dans la gauche radicale, cette initiative est apparue comme très suspecte, car nous devons faire face aujourd'hui dans l'Etat espagnol à une droite très agressive. Par ailleurs, personne ne connaissait les initiateurs de ce groupe.

A l'origine, « Democracia real ya » était exclusivement madrilène. Des appels étaient lancés aussi dans d'autres villes. Les rassemblements y étaient très modestes mais, à Madrid, la manifestation a rassemblé

de 20.000 à 25.000 personnes. C'était un cortège très combatif et joyeux, très différent des manifestations traditionnelles, qui sont ennuyeuses. La manifestation se terminait à la Puerta del Sol, avec des discours très à gauche, très critiques du syndicat majoritaire, prononcés non par des jeunes mais par des personnalités, notamment Carlos Taibo – un professeur d'université, libertaire.

Il y a avait un petit groupe de black blocks dans la manifestation, comme c'est souvent le cas. Ils ont provoqué des incidents. Mais la répression a été très forte. Quatorze d'entre eux ont été arrêtés. Cela a entraîné une solidarité immédiate contre la police. C'est là qu'une série de gens, totalement inconnus, inorganisés, ont eu une idée géniale : organiser un campement sur place, jusqu'au lendemain, à la Puerta del Sol. L'initiative était très sympathique, même si elle pouvait sembler bizarre. Vingt ou trente personnes à peine sont restées sur place. Pourtant, l'initiative a fait boule de neige. Une première fois délogés de la place par la police, le 16 mai au matin, une centaine de personnes étaient présentes au tribunal. L'après-midi, quelques centaines, voire quelques milliers de gens se rassemblaient à la Puerta del Sol. La sympathie dans la population était énorme. Les rassemblements tous les soirs à 20H grossissaient : 15.000, puis 20.000 personnes. Du coup, la campagne électorale était complètement escamotée. Des rassemblements étaient organisés dans plus de cent villes. Une ville comme Valence, qui est très à droite, a vu un rassemblement de 10.000 hier. On n'avait pas vu ça depuis très, très longtemps. Il y a eu récemment 15.000 manifestants à Barcelone, 30.000 à Madrid – tellement de monde que l'accès à la place n'est plus possible.

Le rassemblement de vendredi était interdit par la Junta electoral. Le Ministre de l'Intérieur devait donc donner l'ordre de disperser les gens. Mais ce n'était pas possible. Ce Ministre, Rubalcaba, est un politicien sans principe, mais intelligent. Il était proche de Felipe Gonzales et aurait été à la base des GAL (des groupes paramilitaires clandestins, coupables de nombreux assassinats de militants et sympathisants de l'organisation indépendantiste basque ETA, NDLR). Il a déclaré: « En réalité, la police a pour fonction de résoudre les problèmes, pas de les créer. Dissoudre une manifestation de 30.000 personnes, c'est créer un problème encore plus grand. La police doit intervenir seulement en cas de conflit. Or, il n'y a pas de conflit ». Rubalcaba a agi intelligemment tout en jouant sa carte personnelle, car il est candidat aux élections. Les gens craignaient une expulsion des manifestants après 24H. A 2H du matin, la police s'est retirée : ce fut une explosion de joie. A noter qu'il y a eu des rassemblements de solidarité dans 538 villes au monde !

Qui sont les animateurs de ce mouvement ? Le contenu ce celui-ci est-il plus clair aujourd'hui ? Quel est le rôle des femmes ? Et celui des immigrés ?

La coordination compte environ 60 personnes. Leur âge varie entre 25 et 28 ans. Ce sont de jeunes diplômés avec une bonne qualification professionnelle, en chômage, précaires, subissant de mauvaises conditions de travail, sans expérience ni affiliation politiques. Il n'y a pas d'étudiants parmi eux. Dans les rassemblements, il y a fort peu de jeunes des quartiers populaires.

Pour éviter de donner l'image d'un mouvement du centre ville, la coordination madrilène a décidé d'aller dorénavant dans ces quartiers. Quant au Manifeste, il est assez bon. Il se prononce pour la nationalisation des banques, la protection des chômeurs, etc. Il conteste aussi la loi électorale. C'est un programme de réformes démocratiques et sociales. L'écologie est présente, mais de façon marginale. Il n'y a pas de grande conscience anticapitaliste. Le slogan « a-a-a-anticapitalista » est souvent repris dans les manifestations, mais sans qu'il ait un grand contenu idéologique.

Le mouvement compte beaucoup de femmes, mais le mouvement féministe est absent et les revendications féministes absentes : il y a beaucoup d'affichettes qui font penser à mai 68, mais pas une seule sur une question féministe. C'est inquiétant. C'est peut-être un résultat du fait que le mouvement féministe en Espagne, depuis 30 ans, s'est replié sur des questions spécifiquement femmes. Le mot « femme » est même absent du Manifeste. La même chose vaut pour les jeunes immigrés : ils sont nombreux dans le mouvement, mais pas dans la coordination. Tous les porte-parole sont des autochtones. (D'après les dernières informations reçues via Miguel Romero, à partir de ce samedi, il y a une présence très significative de personnes d'origine immigrée, Marocains, Saharaouis et latino-américains à la Puerta del Sol, NDLR).

Comment vois-tu les perspectives du mouvement ?

Sauf surprise, les élections donneront une large victoire à la droite, qui va gagner de nombreuses régions

et municipalités, et donc un échec du PSOE. Il sera intéressant de voir les résultats d'Izquierda Unida. IU a tenté d'apparaître comme l'expression politique du mouvement. C'est très opportuniste, car IU est une gauche institutionnelle, et n'est pas anticapitaliste. Les sondages donnaient à IU de 6 à 8% des voix. S'ils ont plus que 8%, ce sera un effet du mouvement. IU a prévu une rencontre avec la direction du mouvement. Il y a là un certain danger. IU n'a aucune possibilité d'hégémoniser le mouvement, car ce n'est pas une organisation militante, qu'elle est sectaire et institutionnaliste. Mais le poids institutionnel peut apparaître comme intéressant à la direction du mouvement, qui peut croire ainsi disposer d'un relais dans le parlement. Cela représenterait un risque pour l'indépendance et la radicalité de la mobilisation. Les syndicats aussi ont demandé une rencontre. En fait, le mouvement est devenu une référence politique pour tout le monde.

Une question qui va se poser sera : « Que faire du campement ? » Il faudra le lever, mais cela fera l'objet d'un débat, et d'autres initiatives doivent prendre le relais, notamment les initiatives en direction des quartiers populaires. Les médias diront « c'est fini » ; des sociologues le disent déjà. Il ne faudra pas les croire. Je suis peut-être trop optimiste, mais il me semble peu probable que le mouvement disparaisse. Il implique trop de monde, trop de jeunes, trop de gens qui pensent que c'est « mon mouvement », et qui veulent que « la lutte continue ». Au Portugal, la grande manifestation des 250.000 est restée sans lendemain. Ici, l'originalité est celle d'un mouvement en période électorale, dont le slogan le plus populaire est « PSOE, PP, la misma mierda es » (PSOE, PP, c'est la même merde), et qui devient une référence pour la majorité de la population. L'enthousiasme est énorme. L'idée (juste) est que « plus rien ne sera comme avant », que tout sera mieux qu'avant. Pour notre courant (jeune, non sectaire, non doctrinaire, très lié aux mouvements sociaux), c'est une opportunité. Mais continuer sera difficile.

Une condition clé pour que le mouvement continue est qu'il s'élargisse en nouant des liens avec d'autres mouvements sociaux : mouvement des femmes, mouvement écologiste et, bien sûr, mouvement ouvrier. Cela demande une perspective à moyen terme, une accumulation de forces, et des impulsions venant de l'extérieur du mouvement. Nous avons eu une expérience négative en 2009, avec un mouvement très fort sur la question du logement : il n'a pas pu continuer par suite de dissensions internes provoquées par des sectaires. Des mouvements de ce type ne peuvent durer que s'ils sont unitaires.

Des impulsions sont-elles venues de secteurs syndicaux ?

Il n'y a pas de courant de gauche dans les grands syndicats et la CGT (petit syndicat aux positions radicales, d'inspiration libertaire, NDLR) est marginale. Il n'y a donc rien eu d'autre malheureusement que des déclarations des responsables en faveur du mouvement (ils ne pouvaient pas faire autrement). Il n'y a pas eu de communiqués de solidarité de la part de comités d'entreprises, d'entreprises en grève. Donc : mouvement tout à fait nouveau, sans lien avec les mobilisations existantes. (La CGT a émis plusieurs communiqués de soutien, ainsi que le syndicat CCOO de Catalogne. Dans les Asturies, les occupations se sont élargies des deux principales villes de la région, Oviedo et Gijón, aux petites villes du bassin minier, aux fortes traditions de luttes ouvrières, NDLR).

Quel est l'impact des révolutions arabes ? On note une certaine ressemblance dans les formes d'action...

Il y a certainement un écho des révolutions arabes du point de vue de l'occupation de l'espace public et des moyens de communication. Le courage des manifestants est aussi quelque chose qui a impressionné. Mais attention : un camarade m'a parlé de « place Tahrir à Barcelone ». Il ne faut pas exagérer : il n'y a aucune comparaison du point de vue de la dureté de la lutte!

Comment agissez-vous en tant que militants anticapitalistes ?

Nous sommes présents dans les rassemblements, depuis le début. Auparavant, nous étions déjà présents dans « Jovenes sin futuro ». Par contre, nous étions totalement extérieurs à « Democracia real ya », comme tous les courants politiques d'ailleurs. Nous avons participé ensuite à la rédaction du Manifeste. Nous avons de très bons rapports avec le courant autonome non-sectaire, qui est très présent dans le mouvement. D'une façon générale, il faut être très prudent et réservé, notamment par rapport à l'auto-affirmation : drapeaux, autocollants, etc.

Miguel Romero est militant de la Gauche anticapitaliste (section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol) et rédacteur de la revue «Viento Sur». Propos recueillis par Daniel Tanuro, le 21 mai 2011

Un événement fondateur

Entretien avec Jaime Pastor

Pouvons-nous déjà parler, en ce 20 mai 2011, d'un Mouvement du 15 mai? Comment le saut se fait-il entre une simple manifestation et un campement?

Peut-être est-ce trop tôt pour le dire, mais je crois que oui, qu'effectivement les manifestations qui ont eu lieu dans plus de cinquante villes et les campements qui ont suivi sur les principales places de beaucoup de villes constituent un «Événement fondateur» d'un nouveau type de mouvement social ouvrant des perspectives dans la durée. Toutes ces manifestations expriment une indignation collective face aux conséquences négatives de la crise pour une majorité sociale qui ne s'en sent par responsable.

Lors de «sauts» tels que ceux qui viennent de se produire entre manifestation et campement, les motivations peuvent être concrètes. Dans le cas de Madrid, par exemple, les arrestations qui ont eu lieu à la fin de la manifestation de dimanche passé (15 mai) ont conduit un groupe de personne à camper à la Puerta del Sol afin d'exiger la remise en liberté de leurs camarades. Ensuite, c'est le démantèlement du campement par la police qui a provoqué une nouvelle occupation et un nouveau campement le jour suivant et ainsi de suite. Mais il y a sans doute également des facteurs généraux tels que l'«effet émulation ou contagion» qui jouent. On voit cela dans les comparaisons qui sont faites avec le symbolisme de la place Tahrir au Caire (tout en étant reconnue la différence de situation due au fait qu'il s'agissait pour les Egyptiens de faire tomber une dictature) et dans le fait que l'initiative de Madrid a agi comme une stimulation pour que les gens mobilisés dans d'autres villes expriment leur solidarité. Il s'agit ainsi d'occuper l'espace public dans des lieux spécialement symboliques.

Quelles peuvent être les causes de l'indignation de ces personnes?

Il est difficile de généraliser, mais je crois que la cause la plus commune c'est la perception de l'injustice que suppose la réponse donnée par les grands partis à la crise systémique – financière, économique, sociale... – par ceux qui considèrent la «classe politique» comme étant corrompue et au service des grands pouvoirs économiques. Les gens voient que l'on fait payer la facture de la crise par ceux qui ne l'ont pas provoquée, à savoir les jeunes, les femmes, les personnes âgées et les immigrants, au moyen de graves coupes dans les droits sociaux fondamentaux. Le slogan de la plate-forme qui a pris l'initiative de ces mobilisations est très significatif, «Démocratie Réelle, Tout de suite» : «Nous ne sommes pas la marchandise des politiques et des banquiers».

De plus, si nous considérons le fait que ce sont les jeunes qui sont les protagonistes de ces événements, le slogan de «Jeunesse Sans Avenir», une autre plate-forme d'appel (voir sa traduction ci-dessous), est lui aussi très représentatif de l'indignation de ceux qui dénoncent leur situation de «sans maison, sans boulot, sans salaire », tout en ajoutant immédiatement «Sans Peur», afin d'exprimer leur volonté de sortir de la résignation et de la recherche de solutions individuelles à la crise.

Comment peut-on interpréter cela dans le contexte d'une campagne électorale?

Je crois que c'est précisément parce que cela se passe en plein dans cette campagne électorale (locales et régionales, le 22 mai 2011) que cela suppose aussi une expression de protestation face à certains discours de partis que les jeunes considèrent comme faisant beaucoup de promesses qui ne seront pas tenues par ceux qui parviendront au pouvoir. Cela reflète d'ailleurs aussi ce que montrent les enquêtes : la «classe politique» est très largement considérée comme étant l'un des principaux problèmes et, par conséquent, l'on assiste à une désaffection citoyenne non envers la démocratie en elle-même, mais envers la démocratie réellement existante. Les gens pensent que cette démocratie s'est peu à peu vidée de sa substance et que les grandes décisions se prennent hors des parlements et des institutions représentatives. Une phrase de l'un des manifestes peut résumer cela : «Notre démocratie est séquestrée. Nous voulons la liberté ».

Dans quelle mesure cela est-il en relation avec les événements qui se passent au niveau mondial?

Depuis l'éclatement de la crise systémique et financière de fin 2008 nous assistons au développement

inégal, mais croissant de mouvements de protestation dans différents pays du « nord » face aux réponses néolibérales qui sont données à la crise. Dans l'Union Européenne, nous avons les cas de la Grèce, de la France, de la Grande-Bretagne et du Portugal. Nous avons aussi le cas, jusqu'à maintenant exceptionnel, de l'Islande, qui, à travers deux référendums, a refusé le paiement de la dette générée par une banque privée qui a fait faillite en raison de son propre «aventurisme» spéculatif. C'est pour cela que nous avons aussi vu des slogans tels que «l'Espagne debout, c'est une Islande» ou «Nous voulons être islandais».

Et, enfin, nous avons l'exemple de la révolte du monde arabe et du rôle joué par la jeunesse, à travers l'usage intensif et généralisé des nouvelles technologies de la communication. Sans doute cela a-t-il influé aussi sur nos propres réseaux sociaux qui se sont alors mis à préparer les mobilisations du 15mai passé.

Les mobilisations autour du 15 mai ont été appelées principalement par des réseaux sociaux sur l'internet. Dans quelle mesure l'internet change-t-il le panorama des mobilisations politiques?

Manifestement, ces réseaux constituent une révolution dans la contre-information et la communication qui aident à contrecarrer les informations et l'opinion publiées dans les médias traditionnels et à diffuser leurs propres informations avec une rapidité et une économie de temps impensable par le passé. Ces réseaux permettent une coordination entre les militants très supérieure à ce qui existait jusqu'ici et font entrevoir la possibilité d'un fonctionnement plus démocratique et plus horizontal. Enfin, ils contribuent à faire plus facilement le pas entre l'espace virtuel et la réalité au moyen de la diffusion rapide des initiatives de rue et des répliques immédiates données aux réponses venant des autorités.

Que pensez-vous de la manière dont ces mobilisations sont couvertes par les médias traditionnels?

Jusqu'au 15 mai dernier, il y a eu un silence quasi-total autour de ce qui se préparait à travers les réseaux sociaux, mais il est évident qu'il y a eu un changement d'attitude dès le jour qui a suivi, lorsqu'on a vu la légitimation sociale que les jeunes avaient obtenue et constaté l'écho massif rencontré dans les rues. Mais il y a aussi des tentatives claires de montrer déjà les faiblesses présumées de ce mouvement. Son hétérogénéité (réelle mais logique et non négative en elle-même), sa possible manipulation par l'un ou l'autre parti (ce qui renvoie aux théories conspirationnistes en vogue qui prétendent nier les motifs réels de la protestation), l'existence de secteurs «antisystème» (utilisant cela comme une disqualification alors que nous avons vu des slogans comme «C'est le système qui est antipersonnel») ou «violents » (alors que l'on voit que l'option clairement majoritaire est la désobéissance civile non-violente).

Cependant, il y a aussi des médias (spécialement certaines radios) qui donnent la parole aux porte-parole des réseaux d'appel ou à des analystes qui contribuent à la compréhension de ce qui est en train de se passer. C'est quelque chose d'important qui peut aider les gens à chercher des réponses différentes de celles que les grands partis offrent sur le sujet de la démocratie réellement existante et sur la crise.

Pour finir, nous aimerions vous demander quels sont les effets possibles de ces mobilisations à long- comme à court-terme?

Un effet important est déjà la construction d'une nouvelle subjectivité commune, plurielle et créative, propre aux gens qui participent à ces mobilisations. Cela est en soi déjà positif pour toutes ces personnes, puisque cela suppose que l'on sort de la paralysie et que l'on cesse de croire qu'il n'y a rien d'autre à faire face à la crise qu'aller voter ou non pour l'un ou l'autre parti le 22 mai. L'effervescence collective que l'on est en train de vivre ces jours, le sentiment de se sentir faire partie d'un mouvement si étendu et synchronisé dans tant de villes et avec des références à l'échelle internationale, avec un répertoire de messages et d'actions très larges et chaque fois plus créatif, tout cela aura sans doute un impact sur toutes ces personnes. De cette expérience peut surgir un nouveau cycle de mobilisations soutenues dans le temps et de plus en plus coordonnées, même s'il est évidemment fort probable que différents réseaux, discours et propositions vont commencer à s'exprimer publiquement et que les premières tensions vont surgir dans le mouvement. Mais ce dernier point dépendra aussi de l'attitude qu'auront les pouvoirs publics et de leurs tactiques de cooptation et/ou répression face aux revendications des différents secteurs du mouvement.

Traduction par « A l'Encontre » : <http://alencontre.org/> . Jaime Pastor est professeur ordinaire de Sciences Politiques. Il fait partie de la rédaction de "Viento Sur".

La révolte des indigné-e-s.

Notes depuis la « Plaza Tahrir » de Barcelone

Par Josep Maria Antentas et Esther Vivas

Il n'y a plus de doutes. Le vent qui a électrisé le monde arabe ces derniers mois, l'esprit des protestations répétées en Grèce, des luttes étudiantes en Grande-Bretagne et en Italie, des mobilisations anti-Sarkozy en France... est arrivé dans l'Etat espagnol.

Il n'y a plus de place pour le « business as usual ». Les confortables routines mercantiles de notre « démocratie de marché » et ses rituels électoraux et médiatiques se sont vus soudainement perturbés par l'irruption imprévue dans la rue et dans l'espace public d'une mobilisation citoyenne. Cette révolte des indigné-e-s inquiète les élites politiques, toujours mal à l'aise quand la population prend au sérieux la démocratie... et décide de la pratiquer pour son propre compte.

Il y a deux ans demi, quand la crise historique a éclaté en septembre 2008, les « maîtres du monde » ont connu un bref moment de panique, alarmé par l'ampleur d'une crise qu'ils n'avaient pas prévue, par l'absence d'instruments théoriques pour la comprendre et par la crainte d'une forte réaction sociale. Sont arrivées alors les proclamations creuses sur la « refondation du capitalisme » et les faux mea culpa qui se sont peu à peu évaporés, dès que le système financier a été sauvé, face à l'absence de toute explosion sociale.

La réaction sociale s'est faite attendre. Depuis l'éclatement de la crise, les résistances sociales ont relativement faibles. Il y a eu un énorme gouffre entre le discrédit du modèle économique actuel et sa traduction sous forme d'action collective. Plusieurs facteurs l'explique, en particulier la peur, la résignation face à la situation actuelle, le scepticisme par rapport aux syndicats, l'absence de référents politiques et sociaux et l'influence, parmi les salariés, des valeurs individualistes et consuméristes inculquées en permanence depuis des années par le système.

La révolte actuelle, cependant, ne part pas de zéro. Des années de travail à petite échelle des réseaux et mouvements alternatifs, d'initiatives de résistances à l'impact bien plus limité ont maintenu la flamme de la contestation pendant cette période difficile. La grève générale du 29 septembre avait ouvert une première brèche, mais la démobilisation ultérieure des directions des syndicats CCOO et UGT et la honteuse signature du Pacte social l'ont refermée en stoppant toute mobilisation syndicale. Avec comme conséquence le discrédit et la perte de tout prestige des syndicats majoritaires aux yeux de la jeunesse combative qui protagonise aujourd'hui les occupations.

Indignés et indignées !

« L'indignation », rendue populaire à travers le pamphlet de Stéphane Hessel, est une des idées-force qui définissent les protestations en cours. C'est la réapparition, sous une autre forme, du « Ya Basta ! » (« Assez ! ») lancé par les Zapatistes à l'occasion de leur soulèvement le 1er janvier 1994 dans la première révolte contre le « nouvel ordre mondial » proclamé à l'époque par George Bush père après la Première guerre du Golfe, la disparition de l'URSS et la chute du Mur de Berlin.

« L'indignation est un commencement. On s'indigne, on se soulève et puis on voit » soulignait Daniel Bensaïd. Peu à peu, on est passé du malaise à l'indignation et de l'indignation à la mobilisation. Nous sommes face à une véritable « indignation mobilisée ». Du tremblement de terre de la crie commence à surgir le tsunami de la mobilisation sociale.

Pour lutter, il ne faut seulement du malaise et de l'indignation, il faut également croire dans l'utilité de l'action collective, dans le fait qu'il soit possible de vaincre et que tout n'est pas perdu avant même de commencer. Pendant des années, les mouvements sociaux dans l'Etat espagnol n'ont connu que des défaites. L'absence de victoires qui démontre l'utilité de la mobilisation sociale et qui augmentent les attentes du possible ont pesé lourdement dans la lente réaction initiative face à la crise.

C'est précisément ici qu'entre l'immense contribution des révolutions dans le monde arabe aux protestations en cours. Elles nous montrent que l'action collective est utile, que, oui, « on peut le faire ». Il n'est donc pas étonnant que des ces révolutions, tout comme les victoires moins médiatisées du peuple islandais contre les banquiers et la caste politique, constituent, depuis le début, des références pour les manifestant-e-s et les activistes du mouvement actuel.

Ensemble avec la conviction que « c'est possible », que l'on peut changer les choses, la perte de la peur, dans un contexte de crise et de difficultés personnelles, est un autre facteur clé. « Sans Peur », c'est exactement l'un des slogans les plus exprimés ces derniers jours. La peur paralyse encore une grande majorité des travailleurs et des secteurs populaires, ce qui amplifie la passivité ou favorise les réactions xénophobes et peu solidaires. Mais la mobilisation du 15 Mai et les occupations qui se répandent comme une traînée de poudre constituent un puissant antidote contre la peur.

Le Mouvement du 15 Mai et les occupations ont une importante composante générationnelle. Comme à chaque fois qu'éclate un nouveau cycle de luttes, c'est une nouvelle génération militante qui émerge avec force, et la « jeunesse » en tant que telle acquiert visibilité et protagonisme. Mais si cette composante générationnelle est fondamentale, et s'exprime par exemple dans certains mouvements organisés tels que « Juventud Sin Futuro », il faut souligner que la protestation en cours n'est pas un mouvement générationnel. C'est un mouvement de critique du modèle économique actuel et des tentatives de faire payer la crise aux travailleurs dans lequel les jeunes ont un poids important. Le déficit est précisément que, comme dans tant d'autres occasions, la protestation de la jeunesse agisse comme un facteur déclenchant et un catalyseur d'un cycle de luttes sociales plus vaste.

L'esprit alterglobaliste est de retour

La dynamisme, la spontanéité et l'impulsion des protestations actuelles sont les plus fortes depuis l'émergence du mouvement alterglobaliste il y a plus d'une décennie. Né au niveau international en novembre 1999 dans les protestations de Seattle pendant le sommet de l'OMC (bien que ses racines remontent au soulèvement zapatiste au Chiapas en 1994), la vague altermondialiste avait rapidement atteint l'Etat espagnol. Le référendum pour l'annulation de la dette en mars 2000 (organisé le jour même des élections législatives et qui fut interdit dans plusieurs villes par la Junte Electorale) et la forte participation au contre-sommet de Prague en septembre 2000 contre la Banque mondiale et le FMI furent ses premières batailles, en particulier en Catalogne. Mais son caractère massif et large fut atteint avec les mobilisations contre le sommet de la Banque mondiale à Barcelone les 22 et 24 juin 2001, dont on fêtera sous peu le dixième anniversaire. Dix ans plus tard, nous assistons donc à la naissance d'un mouvement dont l'énergie, l'enthousiasme et la force collective n'a plus été observé depuis lors. Il ne s'agira donc pas d'un anniversaire nostalgique, bien au contraire. Nous allons le fêter avec la naissance d'un nouveau mouvement d'ampleur.

Les assemblées qui se sont tenues ces derniers jours sur la Place de la Catalogne (et, sans aucun doute, dans toutes les occupations qui ont lieu dans le reste de l'Etat espagnol, à commencer par celle de la Puerta del Sol à Madrid), nous ont offerts des moments inoubliables, de cette sorte d'événements qui n'arrivent que peu de fois et qui marquent un avant et un après dans les trajectoires militantes de ceux qui y participent et dans la dynamique des luttes sociales. Le mouvement du 15 mai et les occupations sont d'authentiques « luttes fondatrices » et des symptômes clairs que nous assistons à un changement de cycle et que le vent de la révolte souffle à nouveau. C'est une véritable « génération Tahrir » qui émerge, comme l'a fait avant elle la « génération Seattle » ou la « génération Genova ».

A mesure que l'impulsion du mouvement « alterglobaliste » a parcouru la planète, pourchassant les sommets officiels à Washington, Prague, Québec, Göteborg, Gênes ou Barcelone, des milliers de personnes se sont identifiées à ces protestations et une grande quantité de collectifs de par le monde ont eu la sensation de faire partie d'un même mouvement commun, d'un même « peuple », le « peuple de Seattle » ou de « Gênes », de partager des objectifs communs et se sentir participant à une même lutte.

Le mouvement actuel s'inspire également de références internationales plus récentes et importantes de luttes et de victoires. Il cherche à se situer dans la constellation de mouvements aussi divers que les révolutions en Egypte et en Tunisie, des victoires en Islande, dans le contexte d'un combat général contre le capitalisme global et les élites politiques à sa solde. A l'intérieur de l'Etat espagnol, les manifestations du 15 mai, et aujourd'hui les occupations, exemplaires du point de vue de la simultanéité, de la

décentralisation et de la coordination, tracent les contours d'une identité partagée et d'une communauté d'appartenance symbolique.

Le mouvement alterglobaliste a eu en ligne de mire, dans sa phase la plus élevée, les institutions internationales ; OMC, BM, FMI et les multinationales. Ensuite, avec le déclenchement de la « guerre globale contre le terrorisme » lancée par Bush junior, la critique de la guerre et de la domination impérialiste ont acquis une forte centralité. Le mouvement actuel par contre axe sa critique contre la caste politique nationale, dont la complicité et la servilité face aux pouvoirs économiques ont été plus que jamais mises à nu avec la crise. « Nous ne sommes pas une marchandise aux mains des politiciens et des banquiers » proclamait l'un des principaux slogans du 15 Mai. On relie ainsi la critique frontale de la caste politique, de la politique professionnelle, avec la critique, pas toujours bien articulée ou cohérente, du modèle économique actuel et des pouvoirs financiers. « Capitalism ? Game over ».

Vers l'avenir

L'avenir du mouvement initié le 15 Mai est imprévisible. A court terme, le premier défi est de continuer à élargir les occupations en cours, à mettre en marches les villes qui ne sont pas encore touchées et à les maintenir, au moins, jusqu'au dimanche 22 mai. Il n'échappe à personne le fait que les journées du 21, « jour de réflexion » pré-électoral, et du 22, jour des élections, vont être décisifs. Le caractère massif des occupations sera alors fondamental.

Il est également nécessaire de mettre en avant de nouvelles dates de mobilisation, dans la suite directe de celle du 15 Mai, afin de maintenir le rythme. Le défi principal est de préserver la dynamique simultanée d'expansion et de radicalisation de la protestation que nous avons connus ces derniers jours. Et, dans le cas spécifique de la Catalogne, de chercher des synergies entre la radicalité et la soif de changement du système exprimés le 15 Mai et dans les occupation, avec les luttes contre l'austérité, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'enseignement. L'occupation de la Plaza Catalunya (rebaptisée « Plaza Tahrir » par les occupant-e-s, NdT) est devenue un point de rencontre, un puissant aimant, attirant de nombreux secteurs animant les luttes les plus dynamiques. Il s'agit d'amplifier son caractère de point de rencontre des résistances et des luttes qui permette de jeter des ponts, de faciliter le dialogue et de propulser avec force les mobilisations à venir. Etablir des alliances entre les protestations en cours, entre les activistes non organisés, le syndicalisme alternatif et de combat, le mouvement des voisins, les collectifs de quartiers, tel est le grand défi des prochains jours.

« La révolution commence ici » chantions nous hier sur la Plaza Catalunya. Au moins, ce qui commence, c'est un nouveau cycle de luttes de masses. Ce qui ne fait pas de doute par contre, c'est que plus de dix ans après l'émergence du mouvement alterglobaliste et deux ans après l'éclatement de la crise, la révolte sociale est de nouveau à l'ordre du jour.

Josep Maria Antentas est professeur de sociologie à l'Universitat Autònoma de Barcelona (UAB). Esther Vivas participe au Centre d'études sur les mouvements sociaux (CEMS) de l'Universitat Pompeu Fabra (UPF). Tous deux sont membres de la Gauche Anticapitaliste (Izquierda Anticapitalista – Revolta Global, en Catalogne) et auteurs de « Resistencias Globales. De Seattle a la Crisis de Wall Street » (Editorial Popular, 2009) et participent à l'occupation de la Plaza Catalunya de Barcelone.

Traduction de l'espagnol par Ataulfo Riera pour le site www.lcr-lagauche.be

<http://www.anticapitalistas.org/node/6882>

<http://esthervivas.wordpress.com/>

La Kasbah à Madrid

Par Santiago Alba Rico

Pour ceux qui ont suivis de près les deux occupations de la Kasbah à Tunis, il est très difficile de ne pas succomber au vertige de l'émotion d'un « déjà vu » devant les images des jeunes qui, depuis lundi dernier, donnent une dignité à la Puerta del Sol avec leur présence : les matelas et les cartons, les petits papiers avec des slogans collés aux murs, les assemblées permanentes, les commissions de ravitaillement, de nettoyage et de communication, l'obstination devant la pluie torrentielle...

Ne nous nous y trompons pas : les protestations en Espagne s'inscrivent sans doute aucun dans la même faille tectonique globale et prolongée et réadaptent le même modèle organisationnel inventé à Tunis et en Egypte (et à Bahreïn, en Jordanie, aux Yémen, etc). Le capitalisme a échoué en tout mais il est parvenu à globaliser les ripostes.

« Des milliers de jeunes espagnols protestent contre les difficultés économiques » titrait le journal « Le Monde ». C'est vrai. En Tunisie également le chômage, la pauvreté et l'inflation ont joué un rôle dans l'éclatement des révoltes. Mais ce n'est pas cela qui est impressionnant. Ce qui est impressionnant, c'est que dans les deux cas, les manifestants ont réclamé et réclament la « démocratie ». Dans le cas de la Tunisie et du monde arabe, tout le monde pensait que les gens allaient évoquer la « sharia » - l'application religieuse de la loi – face à l'arbitraire et à la corruption. Dans l'Etat espagnol, tous les analystes soulignaient la pénétration rampante du discours néo-fasciste comme réponse à l'insécurité économique et sociale et à la perte de prestige de la politique. La droite conservatrice semblait, de chaque côté de la Méditerranée, la seule force capable de canaliser, en le déformant, le malaise général.

Mais voici que ce que les jeunes demandent, que ce soit là bas et ici, à Tunis et à Madrid, au Caire et à Barcelone, c'est la « démocratie ». Une véritable démocratie ! Que les Arabes la demandent, cela semble raisonnable, puisqu'ils vivaient et vivent encore sous des dictatures féroces. Mais que les Espagnols l'exigent semble plus étrange. L'Espagne n'est-elle pas une démocratie ?

Non, elle ne l'est pas. En Tunisie, il y a peu de temps, on pensait encore qu'il serait suffisant d'avoir une constitution, des élections, un parlement et la liberté de la presse pour qu'il y ait une démocratie. En Espagne, où l'on vient de chausser les bottes de sept lieux, on a compris en un éclair que les institutions ne suffisent pas si ceux qui gouvernent les vies des citoyens sont les « marchés » et non le parlement. Ces jeunes sans maison, sans travail, sans parti, ont associé avec une juste intuition les « difficultés économiques » au gouvernement dictatorial, non pas d'une personne en particulier, mais bien d'une structure économique qui désactive de manière permanente les mécanismes politiques – de la justice aux médias – sensés garantir le caractère démocratique du régime.

Ces jeunes sans avenir ont su mettre à nu d'un seul coup la fausseté qui affleurerait et qui pendant des décennies a soutenue la légitimité du système: l'identité établie entre démocratie et capitalisme. En Tunisie et en Egypte, le capitalisme frappait brutalement, en Espagne il anesthésiait. Aucun régime économique n'a autant exalté la jeunesse en tant que valeur marchande et aucun ne l'a autant méprisée en tant que force réelle de changement. Tandis que la publicité offre sans cesse l'image immuable du désir de ne jamais vieillir, de rester éternellement jeune, les jeunes espagnols souffrent du chômage, du travail précaire, de la déqualification professionnelle, de l'exclusion matérielle de la vie adulte et, pour ceux qui osent se soustraire aux normes socialement acceptées de la consommation petite-bourgeoise, la persécution policière.

Dans le monde arabe, afin de les empêcher de réclamer une existence digne, on frappait les jeunes et on les mettait en prison. En Europe, pour qu'on ne réclame pas une existence digne, on offre de la malbouffe et de la télévision poubelle.

En Tunisie, les jeunes qui ne pouvaient accéder à une vie adulte étaient retenus dans leurs corps à coups de matraque. En Espagne, les jeunes qui ne peuvent trouver leur propre logement ni travailler selon leurs compétences, peuvent encore acquérir des objets technologiques bon marché, des vêtements bon marché, des pizzas bon marché. Maintenu bien loin des centres de décision, méprisée et sur-exploitée sur le marché du travail, modelée par l'homogénéisation de la consommation, la jeunesse est devenue en

Europe et dans le monde arabe une sorte de « classe » sociale qui, du fait de ses propres caractéristiques matérielles, ne connaît plus de limite d'âge.

Mais nous nous étions trompés ; si la répression ne fonctionne pas, ce n'est pas le cas non plus de ce que Pasolini appelait dans les années 70 « l'hédonisme de masses ». Que ce soit des coups ou des somnifères, les jeunes n'acceptent plus qu'on les traite comme des enfants : ils ne se laissent plus terroriser (ils se disent « sans peur », là bas et ici), ni acheter (« nous ne sommes pas des marchandises »).

La Puerta del Sol à Madrid démontre également le grand échec « culturel » du capitalisme, qui a voulu maintenir les populations européennes dans un état permanent d'infantilisme alimenté par un spectacle permanent d'images et de sensations « fortes ». Effrayés ou corrompus, ont pu laisser les enfants voter sans danger que leur vote ait un quelconque lien réel avec la démocratie. C'est pour cela que, à Tunis et à Madrid, les jeunes demandent précisément la démocratie ; et c'est pour cela, qu'à Tunis et à Madrid, ils ont compris avec certitude que la démocratie est organiquement liée à cette chose mystérieuse que Kant situait de manière sans appel en dehors des « marchés » ; la dignité.

Il est impressionnant – impressionnant, c'est le mot – d'entendre crier ces jeunes sans parti, sans beaucoup de formation idéologique ou même allergiques aux « idéologies », le mot « révolution », comme à la Kasbah de Tunis. Ils sont pacifiques, disciplinés, ordonnés, solidaires, mais ils veulent tout changer. Tout. Ils veulent changer le régime, comme en Tunisie : le monopole bipartidiste des institutions, la corruption, la dégradation des services publics, la manipulation médiatique, l'impunité des responsables de la crise. Comme à la Kasbah de Tunis, tous les partis institutionnels, mêmes ceux de « gauche », ont été pris à contre-pied ou bousculés en dehors du jeu.

Les jeunes de Sol (et des autres villes espagnoles), ne représentent aucune force politique et ils ne se sentent représentés par aucune d'elles. Mais l'erreur – clairement instrumentalisée par ceux qui se sentent menacés par le soulèvement – c'est de penser que nous sommes confrontés à un rejet – et non devant une revendication – de la politique. A la lumière des expériences historiques précédentes, nous pourrions conclure que la perte de légitimité des institutions et de la caste politique prête le flanc à des solutions populistes ou démagogiques, à l'émergence d'un « leader fort » dont la seule volonté va résoudre miraculeusement tous les problèmes. Le fascisme classique en quelque sorte. Mais le fascisme classique, dont l'ombre apparaissait pourtant déjà à l'horizon, c'est justement ce que ces jeunes veulent empêcher et dénoncer. Le populisme et la démagogie nous gouvernent d'ailleurs déjà, les « leaders fort » sont ceux qui dominent les partis au pouvoir et tentent de susciter l'adhésion à leur égard sur des bases purement émotionnelles aux éternels enfants en lesquels ils voulaient nous transformer.

La Kasbah de Tunis, comme la Puerta del Sol, se révoltent justement, au nom de la démocratie, contre toute sorte de leadership de "caudillos". Il y a là bas, comme ici, une affirmation de démocratie pure, classique, quasi grecque. L'historien Claudio Eliano raconte l'anecdote d'un candidat athénien qui a découvert un paysan écrivant son nom sur la liste de ceux qui devaient être condamnés à l'ostracisme ; « Mais, tu ne me connais même pas », s'est plaint l'oligarque. « Justement, c'est pour ça », a répondu le paysan, « pour que tu ne sois pas connu ». A la Kasbah de Tunis existait une puissante susceptibilité face à tout ce qui était connu : toutes les personnes célèbres, connues par la télévision, toutes les personnes reconnues par les manifestants n'étaient pas les bienvenues sur la place. C'étaient les inconnus qui étaient autorisés à parler et à faire des propositions ; c'étaient les inconnus qui avaient l'autorité et non les « célébrités », ceux que le marché et son frère jumeau l'électoratisme accumulent.

Mais il se fait que les inconnus, c'est nous tous ; les inconnus c'est les monsieurs et madames tout le monde auxquels les candidats aux élections sourient en demandant leurs vote pour ensuite les exclure de toute prise de décision. A la Kasbah de Tunis, comme à la Puerta del Sol à Madrid, il y a une tentative de démocratiser la vie publique en rendant la souveraineté aux inconnus. Personne ne peut nier les risques ni les limites de ce pari, mais personne ne peut non plus nier sans malhonnêteté que « cette révolution contre les célébrités » constitue précisément une dénonciation du populisme mercantile et de la démagogie électoraliste, deux traits centraux des institutions politiques du capitalisme.

Les jeunes de la Kasbah de Madrid, des Kasbahs de toute l'Espagne, veulent une réelle démocratie, car ils savent que c'est d'elle dont dépendra leur avenir et celui de toute l'humanité. Ils ne savent pas encore que cette démocratie, comme nous le rappelle Carlos Fernández Liria, c'est ce que nous avons toujours appelé le communisme. Ils devront le découvrir par leurs propres voies, à leur manière. Nous, les plus vieux, ce

que nous découvrons depuis cinq mois, dans le monde arabe et aujourd'hui en Europe, c'est que les « nôtres » - comme les appellent Julio Anguita - ne sont pas comme nous.

Dans « Le désir d'être punk », l'extraordinaire roman de Belén Gopegui, l'adolescente Martina, exemple vivant de cette génération sociale qui s'est construite dans les marges des marchés, reproche à son père : « tu n'a pas été un bon exemple ». Nous n'avons pas, en effet, donné un bon exemple aux jeunes et, malgré cela, quand, à partir de la gauche, nous les méprisions seulement un peu moins que le mépris des Botín (grand patron espagnol du groupe Santander, NdT) ou de la Warner, quand nous pensions que toutes les subjectivités étaient définitivement formatées par un horizon blindé, ce sont eux qui se sont levés contre la « gavage de somnifères » pour réclamer une « révolution » démocratique. Martina est à la Puerta del Sol et il se peut qu'elle échoue également, comme a échoué son père. Mais qu'aucun cinquantenaire de droite (ni de gauche) vienne lui dire qu'elle a eu la vie facile ; qu'aucun cinquantenaire de droite (ni de gauche) vienne lui apprendre qu'on n'obtient rien dans ce monde sans lutter.

La seconde décennie du XXI^e siècle annonce un futur terrible, peut être apocalyptique, mais il s'est déjà produit quelques surprises qui doivent nous rajeunir. L'une d'elles est que, même si tout va mal comme nous le disions, il est certain qu'il y aura résistance. Une autre, c'est que, ce qui uni véritablement, c'est le pouvoir et que la Puerta del Sol, quoiqu'il se passe, a le pouvoir. Et enfin, c'est que toutes les analyses, aussi pointues et méticuleuses soient-elles, laissent toujours une part d'inconnue qui finit par les démentir.

Il n'y aura pas de révolution en Espagne, du moins pas dans l'immédiat. Mais une surprise, un miracle, une tempête, une conscience dans les ténèbres, un geste de dignité contre l'apathie, un acte de courage contre le consentement, une affirmation anti-pub de la jeunesse, un cri collectif pour la démocratie en Europe, n'est-ce pas déjà une petite révolution ? Tout a recommencé plusieurs fois au cours de ces derniers 2.000 ans. Et quand certains pensaient que tout était terminé, voilà que nous avons, à plusieurs endroits, le plus inespéré; des gens neufs disposés et engagés à commencer à nouveau.

Santiago Alba Rico est philosophe, marxiste et écrivain. Il réside depuis de nombreuses années en Tunisie. Publié sur www.rebellion.org . Traduction française par Ataulfo Riera pour le site www.lcr-lagauche.be

La République libre et autogestionnaire de la Puerta del Sol

L'aube illumine la Puerta del Sol, les tentes de campagne et les nombreuses personnes qui ont dormi sur des cartons avec des sacs de couchage distribués par le groupe « Infrastructure ». Sol n'est pas un « anti-système », c'est un système en soi, qui n'exclut personne, même pas ceux qui veulent se sentir exclus. C'est une démocratie que je n'avais encore jamais expérimentée, une société dans laquelle j'aimerais vivre à grande échelle car elle est le reflet de toutes les valeurs que nous avons apprises mais qui, en réalité, n'ont jamais été appliquées de manière aussi claire.

La Puerta del Sol est une véritable République indépendante. Aujourd'hui, personne ne parle des élections. Il y a bien assez de choses à faire, bien assez de propositions à classer et de thèmes à discuter. Il y a un groupe de travail qui parle de la politique, un autre d'économie, un autre d'enseignement et de culture, un autre de la santé, un autre sur l'environnement...

Il y a des horaires d'assemblées qui parfois ne sont pas très clairs, qui changent subitement, mais personne ne le prend mal. Dans les rues adjacentes, dans chaque petit recoin ou petite place, on trouve partout des petits groupes de gens assis en cercle, attentifs. Les citoyens parlent et s'écoutent attentivement. On est surpris par la quantité de gens qui ont autant besoin de parler dans ce pays.

À Sol, les gens — dans le sens très large du terme — sont civiques et respectueux jusqu'à un point inimaginable. Les pancartes incitent au sourire, à l'exigence, au rejet de la violence physique ou verbale. Le groupe de travail qui avait d'abord pris le nom de « Sécurité » s'est rebaptisé « Respect », et le mot apparaît sur les brassards ou sur la poitrine des fiers volontaires.

Aujourd'hui, on avait prévu de faire une « fabada » (un ragoût traditionnel espagnol) pour 300 personnes. Au matin, après le réveil, les gens ont reçu des tasses de chocolat chaud et des biscuits. Tout se partage et il n'y a aucun intérêt individuel qui motive ces gestes. Il y a comme une contagion de l'esprit communautaire. L'attention des personnes qui vous entoure est constante et s'exprime par mille petits gestes ; il n'y a pas une pièce de monnaie qui tombe par terre qui ne retourne pas dans la poche de son propriétaire ; si le bruit dérange les voisins, on informe par mégaphone et cela s'arrête instantanément ; si quelqu'un te vois fatigué, il te propose immédiatement une place sur une chaise ou sur une couverture et t'encourage.

Les gens, ce sont des jeunes, des grands pères et des grands-mères... Certains se sentent plus libres dans cet espace comme ils n'avaient jamais rêvé d'être. Tous sont fiers, joyeux et heureux de partager une tâche commune, heureux de collaborer, de s'asseoir à l'une des tables de « volontariat » pour gérer le travail, heureux de diffuser des tracts et souriants parce qu'ils se savent aussi participants, inspireurs et indignés que n'importe qui d'autre.

Une femme s'approche d'un poste de volontaires : « Je peux collaborer ? », « Bien sûr » lui répond-on. « Que veux tu faire ? Quel temps disponible as-tu ? ». « Je suis secrétaire de direction mais je suis au chômage ». « Veux tu aider à noter les procès verbaux de ce groupe de travail et nous aider à mettre un peu d'ordre dans le cahier des tâches ? ». « Oui, bien sûr ».

Très tard dans la nuit, les nombreux volontaires du groupe « Nettoyage » (qui faisait partie auparavant du groupe « Infrastructure », qui construit, avec du matériel recyclé, le support matériel du campement), rassemblent les détritiques et balayent avec des brosses et des ramassettes, non seulement la Puerta del Sol, mais aussi toutes les rues adjacentes. À nouveau, aussi étonnant que cela paraisse, malgré la quantité de monde qui passe par ici toute la journée et tous les membres permanents du camp, plusieurs volontaires du nettoyage ont du mal à remplir leurs sacs à détritiques.

Une femme d'une cinquantaine d'années s'étonne en voyant des gens balayer devant sa porte à une heure du matin et, après une brève discussion, elle offre des sacs poubelles. Les dons sont constants et viennent de citoyens et de citoyennes plus ou moins engagés avec le mouvement, mais sans savoir qu'ils sont ainsi pleinement engagés et en font partie intégrante. Des volontaires pour l'infrastructure arrivent dans un poste avec un cahier : « Quels sont vos besoins ? Quelqu'un a offert des cahiers et des

marqueurs. On vient de nous dire que nous avons le Wifi sur la place ». Et demain, il y aura une radio.

Hier après-midi, une femme est arrivée avec un sac rempli de médicaments pour savoir où se trouvait l' « Infirmierie ». Il y en a plusieurs, et j'y ai vu des infirmières, des médecins qui ne se limitent pas à soigner les urgences ; ils travaillent inlassablement, comme les autres, et ne perdent pas leur temps (une pancarte dit : « Nous sommes au chômage mais nous ne chômons pas »), donnent des massages ou apportent y compris un soutien émotionnel à ceux qui en ont besoin.

Quantité de gens viennent à Sol pour offrir un soutien sous des formes très variées : des écrivains arrivent chaque jours pour lire des textes que le Mouvement leur a inspiré ; des artistes organisent un théâtre de rue ou des danses auxquelles participent tous les spectateurs, car ils ne peuvent éviter de partager l'allégresse généralisée. Il y a des économistes, des journalistes, des travailleurs de nombreuses nationalités, des rêveurs qui se sont réveillés pour réaliser enfin leurs rêves ; il y a des avocats, et beaucoup d'entre eux participent au groupe « Légal » vers lequel tout le monde peut se diriger pour obtenir des réponses ou des conseils afin de préserver ses droits. Ce Mouvement sort réellement des terrains battus, et il est véritablement « hors normes » et comme le dit une autre pancarte : « Plus nous serons fous, plus les fous, ce seront eux ».

Le groupe « Environnement » se réunit dans un coin de rue, et comme dans tous les groupes, on aide à gérer l'auto-suffisance du campement. Dans ce cas ci, c'est avec des panneaux solaires et des prises sur lesquelles tout le monde peut recharger les batteries de ses appareils téléphoniques, photographiques, MP3, caméras ou ordinateurs portables.

Autre exemple de la capacité d'auto-gestion des gens dans ce campement ; les potagers écologiques, dans lesquels poussent des laitues, des tomates, des poivrons, des courgettes et qui informent de leur origine. « Pour résister sur la place, il faut manger des courgettes » dit une petite pancarte.

La zone de la bibliothèque est remplie de livres (d'occasion, donnés, « libérés », perdus et trouvés...). Elle reflète l'expansion culturelle d'un Mouvement qui fait constamment des références à Cervantès, Luther King ou à des grands écrivains, artistes et révolutionnaires qui avaient à cœur le progrès de l'humanité dans un monde pour tous et toutes. Dans l'espace audio-visuel, on diffuse la vérité d'un Mouvement informé, responsable et totalement préparé.

Le mégaphone central de la commission « Organisation » diffuse rapidement les messages les plus urgents, les appels, les informations. À plusieurs endroits, d'autres mégaphones demandent et encouragent les volontaires quand c'est nécessaire. Il y a plusieurs postes où l'on peut se restaurer et boire gratuitement, tous ravitaillés grâce aux dons. La distribution des aliments (qui inclus une aide sociale directe) se fait cinq fois par jour.

Les gens se rassemblent autour de ce qui les unit, débattent, raisonnent, critiquent. Tout incite au débat, non pas celui que nous sommes habitués de voir dans les médias, mais bien un débat ouvertement démocratique, qui ne connaît comme seule limite que le respect. Que ce soit les gens qui restent en permanence ou ceux de passage, tous partagent des idées et qu'elles soient convergentes ou divergentes, tout le monde les respecte. Des jeunes classent et ordonnent toutes les propositions qui arrivent. D'autres placent les comptes rendus des réunions sur Internet. On a créé des forums sur le web pour chaque groupe de travail, où tous ceux qui n'ont pas pu assister aux réunions quotidiennes sur la place peuvent discuter et commenter les propositions.

Des infirmeries, une zone d'étude, un espace audiovisuel, un potager, une crèche pour les petits enfants... La politique, c'est s'occuper de gérer la vie en commun dans son sens le plus large. Quand quelqu'un arrive avec des rafraîchissements pour les gens réunis en assemblée, quand l'installation sono tombe en panne et qu'on distribue des mégaphones qui transmettent un par un les messages, c'est que l'on fait de la politique. Quand une dame âgée s'approche d'un groupe de jeunes qui prennent des notes par terre et leur dit : « Je vous ai acheté des bombons », elle aussi, elle fait de la politique. Il n'y a rien de plus émouvant que de voir croître la Puerta del Sol, rien qui reconforte autant que le réveil à la politique d'un peuple qui a été léthargique pendant si longtemps.

À Sol, l'avenir est dans le présent. Ils pourront bien déloger ce campement, mais pas les idées qu'il a mis en mouvement. Les Assemblées populaires qui ont lieu deux fois par jour rassemblent des centaines de citoyen-ne-s qui expérimentent et qui concrétisent la « véritable démocratie » qu'ils exigent. Chaque

proposition décidée dans les groupes de travail y est présentée, au milieu d'un énorme demi-cercle de gens assis et qui vote directement avec ses mains. Il y a plusieurs « Boîtes à suggestions » disposées dans le campement où les gens peuvent également déposer par écrit leur propositions et idées, elles sont régulièrement levées et on y voit tout le temps des gens lire, résumer et classer chaque petit papier déposé.

Les gens des quartiers, les travailleurs précaires, les ménagères, les étudiants, viennent à la Puerta del Sol et demandent comment faire pour occuper leurs places, les lieux de travail ou leur propre foyer. Il y a une commission d'extension où un groupe s'occupe des quartiers. Ce matin, des étudiants ont organisé une assemblée dans leur faculté pour parler sur la démocratie, et pas sur les élections. Des étudiants en sciences politiques veulent organiser un débat sur la démocratie et demandent si quelqu'un peut les aider pour cela. La mère d'Ana lui demande tous les jours ce qui s'est passé à Sol, de quoi on a parlé, quelles propositions ont été faites, comment on s'organise. Aujourd'hui, Ana est repartie l'après-midi chez elle car elle a un examen demain, mais c'est son père qui a été à l'Assemblée d'économie, c'est un employé de banque à la retraite.

Les Assemblées générales de Sol donnent aujourd'hui le pas aux Assemblées de quartiers qui s'organisent dans tout Madrid. Le Mouvement n'est pas enfermé dans une quelconque place, il s'étend chaque jour avec le travail intense, organisé et coordonné de centaines de personnes, par la volonté des citoyens et citoyennes qui participent aux assemblées proches de leur logement, dans leur quartier.

Ce que les politiciens professionnels n'ont jamais su faire (le travail, en fait, pour lequel ils sont payés), ce sont des gens qui ne poursuivent aucun intérêt lucratif qui le font. Ces assemblées par quartiers préservent l'avenir et le succès ouvert par le Mouvement « Democracia real ya ». Et rien ne sera plus comme avant, plus personne ne peut rester indifférent.

Extraits d'articles de Ángeles Diez et Carmen y Amaia, publiés sur www.rebelion.org les 24 et 25 mai. Traduction française pour le site www.lcr-lagauche.be

« Le Mouvement du 15-M a mis dans la rue des milliers de personnes qui ne bougeaient pas de leur fauteuil »

Diplômée en sociologie à l'Université de l'Oregon, Sandra Ezquerro, 34 ans, travaille comme chercheuse à l'Universitat Autònoma de Barcelona. Elle est active depuis de nombreuses années dans les mouvements sociaux, particulièrement sur les terrains féministes et alterglobalistes. Elle a participé à la dynamique du campement de la Plaza Catalunya pendant ses trois premières semaines et est toujours impliquée dans la transformation de ce camp en une mobilisation citoyenne dans les quartiers. Elle est également membre de Revolta Global – Izquierda anticapitalista, section de la IVe Internationale en Catalogne et dans l'Etat espagnol. Entretien publié dans le quotidien catalan « La Vanguardia ».

Quel a été ton rôle dans le campement ?

Les trois premières semaines, j'ai fait partie de la « commission de dynamisation » des assemblées générales. C'est elle qui prépare les ordres du jour, coordonne les informations venant des autres commissions, recueille et priorise les débats, gère les votes, etc. Ce sont des tâches intéressantes mais écrasantes. Nous avons modéré des assemblées qui ont compté jusqu'à 10.000 personnes ! Et une assemblée normale dure en moyenne deux heures et demie.

Lors des assemblées de la « Journée de Réflexion » et après la tentative d'expulsion, on entendait à peine les modérateurs. Nous avons peu à peu perfectionné le modèle, mais il reste encore pas mal de choses à améliorer. On ne peut pas appliquer un modèle d'assemblée classique avec autant de monde. Il y a en tout 20 personnes « dynamisatrices », avec différents rôles : présenter, noter les votes, distribuer le tour de parole, assurer une sorte de service d'ordre vers l'extérieur en cas de problème...

Expliques-nous brièvement comment se prennent les décisions dans l'Assemblée

Nous commençons avec 10 minutes d'informations sur les luttes, avec la participation de personnes qui y sont impliquées ou des porte-paroles, comme ceux du campement de Sants contre les emplois précaires à Telefónica ou contre la répression au Maroc. Ensuite vient le premier plat : les commissions expliquent sur quoi elles travaillent et soumettent des propositions au vote. Et le deuxième plat c'est l'ouverture d'un tour de parole, parfois totalement ouvert et libre, parfois centré sur une seule question à trancher.

Le dessert, c'est donc le vote...

C'est une question délicate, parce qu'à Barcelone nous ne fonctionnons pas de la même manière qu'à la Puerta del Sol. La plupart des gens ignorent que les assemblées ne décident pas par majorité mais par consensus. Quand on soumet quelque chose au vote, nous demandons les votes « pour » ; « contre » et ceux qui veulent un « débat ».

Qu'implique cette troisième option ?

Les minoritaires peuvent pondérer la gradation de leur opposition. Si 40 personnes, au minimum, ne veulent pas accepter la mesure votée majoritairement, parce qu'il s'agit d'une question cruciale pour eux, ils peuvent rouvrir à nouveau le débat. Ils s'engagent alors à participer à la commission où cela sera débattu. S'ils n'y participent pas, alors on considère que la chose est approuvée. S'ils y vont et qu'on y parvient pas à un consensus avec lequel ils sont d'accord, la question revient en assemblée générale sous forme du « 2x2 » : deux représentants de chaque position débattent devant toute l'assemblée, qui vote ensuite à nouveau. Ces derniers jours, et cela a créé un malaise chez certains, nous avons changé le mécanisme dans ce second tour de vote afin de décider par une majorité simple de 50% + 1.

Ainsi, pour les questions très polémiques on opte donc quand même pour l'arithmétique ?

Dans des assemblées aussi grandes, il suffit que 15 personnes - voire des provocateurs de la police -

veillent systématiquement tout bloquer pour que le consensus soit immédiatement inapplicable. Même si nous ne sommes pas pressés, cela décourage les gens. Le système d'assemblées a évidemment aussi ses faiblesses et ses contradictions.

Compter les votes à main levée sur une place pleine de monde, ce n'est pas très sûr...

Souvent, cela n'a pas été nécessaire, presque toutes les mesures ont été prises facilement ou avec un consensus clairement visible. Je ne me souviens que de trois débats ardues ; sur le maintien de l'occupation de la place ; sur l'inclusion de l'autodétermination des peuples dans les revendications minimales et que faire face à la célébration de la Champions League.

Les assemblées peuvent-elles, à très long terme, représenter une alternative à la démocratie représentative ?

Oui, mais à condition qu'elles soient bien gérées. Dans les quartiers, cela fonctionne, mais ce n'est pas encore une alternative globale. Et elles peuvent aussi souffrir de dérives perverses, comme tous les systèmes. Elles doivent s'adapter à chaque contexte, il n'y a pas de recette magique.

Il a été décidé d'étendre le mouvement vers les quartiers et il y a des assemblées et des mobilisations diverses, mais tout le monde regarde toujours vers la Plaza Catalunya car c'est là que bat le cœur du mouvement...

Le camp été le point névralgique au niveau symbolique, politique et de cohésion. Transférer ailleurs toute cette énergie ne se fait pas du jour au lendemain. On a déjà décidé d'espacer les assemblées sur la Place, elles ne se font plus quotidiennement mais trois fois par semaine. Et nous en aurons sans doute bientôt une par semaine ou par mois.

Es-ce qu'il s'est produit le cas qu'une assemblée décide une chose un jour et que le lendemain, les participants n'étant plus les mêmes, on décide exactement le contraire ?

Nous avons appliqué une mesure qui réduit un peu ce risque. On ne peut voter une proposition sans la présenter d'abord dans une première assemblée, sans la publier sur internet avec des documents pour que les gens puissent y réfléchir et débattre à l'avance. Ainsi les votes se font après mûre réflexion, les décisions sont pensées et prises en connaissance de cause.

Pourquoi cela a-t-il été si difficile d'inclure le droit à l'autodétermination dans les revendications minimales ?

J'ai modéré l'assemblée où cela a été débattu et il y avait des gens qui rejetaient cela sans offrir de raisons. Beaucoup d'autres ont argumenté contre ; des gens liés aux courants anarchistes anti-étatiques, une petite minorité d'espagnolistes, des gens qui confondent « autodétermination » avec « indépendance », d'autres qui pensaient que cela a une connotation violente, etc.

Sans doute que si la proposition n'avait pas inclu les mots « y compris pour le peuple catalan », le consensus aurait été plus facile. Mais je comprends également que les membres de la sous-commission qui a proposé cela ont pensé que si nous étions pour ce droit dans le cas du peuple sahraoui ou palestinien, alors pourquoi pas pour le catalan ? Je pense qu'il est difficile de s'opposer avec des arguments politiques au droit d'un peuple à décider de son propre sort et la sous-commission a été très raisonnable et est ouverte à débattre à nouveau de la question.

Es-ce que la plaza Catalunya a joué le rôle d'un aimant pour tous ceux qui défendent une cause ?

C'est possible. Mais selon moi il y a un lien très clair entre la crise du modèle agricole et alimentaire, les hypothèques et le chômage. Bloquer une expulsion d'un logement n'est pas très différent que de planter un potager urbain ou de protester contre les mesures d'austérité dans la santé. Cela participe d'une même lutte commune, mais avec des gens qui se spécialisent pour approfondir chaque thématique.

L'une des critiques formulées par certains intellectuels au Mouvement du 15-M est qu'il n'a pas de leaders...

La volonté que « personne ne nous représente » est très vivace. Cela s'est vu dans les rapports aux médias qui demandaient avec insistance des porte-paroles, mais nous avons décidé qu'il n'y en aurait pas et cela n'a pas été si mal que cela. Les « dynamisateurs » des assemblées tentent de faire en sorte que ce ne soit pas toujours les mêmes personnes qui parlent tout le temps et que ceux qui assistent pour la première fois à une assemblée ou n'ont pas encore parlé ont la priorité pour la prise de parole.

Mais dans un avenir proche ou lointain, s'il faut négocier avec le Parlement, le patronat ou qui que ce soit de l'establishment, il faudra bien envoyer des délégués. Et tout le monde n'a pas le même talent de négociateur.

Nous ne voulons pas négocier avec le Parlement, nous voulons le stopper. Il n'a jamais été question de négocier. Nous venons d'horizons politiques et idéologiques distincts. Nous ne sommes pas un lobby, nous sommes un mouvement social. Il y a beaucoup de manières d'interagir avec l'establishment et c'est aussi à partir de la rue qu'on interpelle le pouvoir, avec la protestation et l'engagement citoyen. A court terme, nous voulons organiser de grandes mobilisations pour nos revendications minimales. Nous préparons également des Budgets alternatifs afin de remettre en question l'inévitabilité de l'austérité. Et nous n'écartons pas d'autres mesures, comme un référendum.

N'est-il pas préférable de donner une priorité aux revendications minimales afin d'obtenir rapidement des victoires et maintenir ainsi l'enthousiasme des participants ?

Les médias, les partis traditionnels et des intellectuels ont analysé les revendications minimales d'une manière possibiliste et à court terme. Mais ce n'est pas la seule manière de faire. La principale victoire du 15-M c'est d'avoir mis dans la rue des milliers de personnes qui ne bougeaient pas de leur fauteuil. C'est la première fois que cela se passe depuis le mouvement alterglobaliste et il y a une relève générationnelle d'activistes sociaux. Rien que cela aura une répercussion importante.

Beaucoup de gens ont de la sympathie pour le mouvement, mais si elles ne voient pas de victoires dans un délai raisonnable, elles retourneront dans leur fauteuil...

Ou pas. Un des ballons d'oxygène très important a eu lieu lors de l'expulsion du camp par la police catalane. Cela a renforcé les liens entre les occupants, on a pu ressentir la solidarité ambiante et cela a ouvert les yeux à beaucoup de monde. Les gens ont pu constater dans leurs chairs que, parfois, la police réprime sans que quiconque ait fait quelque chose de « mal » ou d' « illégal ». Ceux qui, comme moi, ont déjà dû subir cela, nous ne sommes qu'une minorité, nous le savions déjà, mais ce n'est pas le cas de la majorité. La criminalisation des mouvements sociaux de la part des médias leur avait fait croire qu'on devait forcément être très méchants pour subir des charges policières...

Publié sur <http://www.anticapitalistas.org/node/7002> . Traduction française pour le site www.lcr-lagauche.be

« Il y a une prise de conscience accélérée »

Gonzalo Donaire est militant à Izquierda Anticapitalista à Madrid, il nous explique le fonctionnement et l'organisation du mouvement de la Puerta del Sol.

Comment s'organise le mouvement à Madrid?

L'organisation est axée principalement sur la revendication de réappropriation de l'espace public pour reconstruire un espace de convivialité, un vivre-ensemble, essayer de recréer une communauté dans le centre même de la capitale du pays. L'occupation de l'espace public ici ou telle qu'on l'a vue en Tunisie ou en Égypte devient une Agora, un lieu d'où émergent de nouvelles générations sur la scène politique.

Le mouvement de Sol se déborde lui-même jour après jour. La grande part d'improvisation fait qu'il n'y a pas de minimum stratégique qui donnerait plus ou moins une voie vers laquelle aller. On a vu dès le début que la dynamique d'assemblées générales (AG) ne fonctionnait pas pour prendre des décisions sur le court terme. La gestion quotidienne s'est développée à travers les commissions, des groupes de gens qui répondent à des tâches concrètes pour le campement, ainsi que des groupes de travail qui se chargent des tâches d'élaboration donnant une continuité au mouvement.

Qu'est-ce que qui fait leur efficacité par rapport à d'autres expériences?

Elle vient, je crois, du fait d'avoir un espace physique permanent, au centre de la ville, qui facilite le rassemblement. On part d'expériences qui se sont développées dans le cadre du monde universitaire mais qui restaient cloisonnées. Ici, les gens apprennent à se connaître non seulement en ayant des débats mais aussi en répondant à des défis concrets.

Il faut tenir compte du fait que 80% des gens qui font partie de ce mouvement n'ont jamais participé à une assemblée ou à une commission. Ils doivent se mettre ensemble pour penser comment résoudre les problèmes et cela crée une habitude de vivre-ensemble qui renforce les groupes de travail. C'est pour ça qu'on ne peut pas exiger du mouvement qu'il répète et reprenne, dès le début, les dynamiques des expériences militantes passées car ce n'est pas du tout le profil majoritaire.

D'où viennent les financements, les possibilités pratiques, le matériel, tout ce qui est utilisé sur la place?

On a décidé dès le début qu'on n'acceptait pas d'argent sauf pour payer les amendes de ceux qui ont été arrêtés. Pour l'instant on a juste fonctionné avec des donations matérielles des gens et les infrastructures logistiques qu'ont mis à disposition différents centres sociaux qui travaillaient à Madrid et qui, en fait, étaient déjà des points de convergences des mouvement sociaux. Ils ont simplement déplacé leur travail au campement.

Comment se prennent les décisions, comme les plateformes de revendications?

Il y a une élaboration préalable au niveau des groupes de travail qui pour l'instant n'a rien donné. L'un des problèmes du mouvement est que nous avons eu pendant dix jours des AG tous les jours qui n'avaient pas vraiment de capacité de décision. Tout était révoquant. On pouvait décider un truc à midi et le défaire le soir. Tous les jours, en fonction des gens qui venaient, on prenait des décisions différentes. Par conséquent, les gens ne voyaient pas de traduction concrète à leur travail et à leurs discussions.

Les AG font de plus en plus figure de «happening», pour les médias, pour leur montrer qu'on est très démocratiques – ce qui est vrai – ainsi que pour un besoin autoréférentiel, pour se compter.

Nous essayons de débloquent cette situation, et l'implantation réelle dans les quartiers de la ville va peut-être nous y aider en apportant de nouveaux questionnements.

Quelles sont les forces organisées présentes?

Le discours est plutôt: «on ne veut pas de partis, on ne veut pas de syndicats». Les militants qui participent ici, même s'ils sont organisés, le font en tant qu'individus. Le campement a commencé avec surtout des

gens de «Democracia real ya!», qui est déjà un groupe assez hétérogène. Ensuite il y a des militants de l'autonomie ouvrière, qui gèrent pas mal les centres sociaux, c'est un courant qui a une force importante.

Il y a des gens plus proches de l'anarchisme, qui gèrent d'autres centres sociaux et qui ont aidé à la partie logistique. Après il y en a d'autres mais on ne les connaît pas, on a du mal à les reconnaître et à les identifier. Il y a enfin les syndicats indépendants et des militants de partis politiques comme nous.

Les mouvements des différentes villes sont-ils coordonnés?

Au début c'était très spontané mais au bout d'une semaine on s'est rendu compte que l'outil de communication n'était pas suffisant, qu'il fallait un outil d'extension pour se coordonner avec d'autres campements, surtout ceux qui commençaient à avoir une puissance importante comme Barcelone – qui est quasiment devenue la ville référence depuis les événements du 27 mai – ou Valence. La plupart des autres villes ne sont pas autonomes. Elles suivent l'exemple de Sol, en calquant le fonctionnement parfois de manière caricaturale. De la même manière, leur destin dépend en grande partie de Madrid et Barcelone.

Quelles sont aujourd'hui les principales limites du mouvement?

Il y en a plusieurs: une expression de rage et de révolte comme celle-là est insoutenable sur le long terme si on ne lui donne pas une certaine continuité, c'est-à-dire une vision stratégique qui pourra la canaliser. Mais dans la mesure où l'on commence à construire cette vision stratégique à partir du point minimum, on va commencer à voir les différences politiques entre les uns et les autres.

Par ailleurs, c'est peut-être cette illusion pré-politique qui a poussé les gens à sortir le 15 mai et à maintenir le campement. Elle produit un rejet de toute forme d'organisation ou de mobilisation qui peut ressembler à ce qu'on avait avant. Si on veut relier le campement à une mobilisation sur la question sociale, le chômage par exemple, on va entendre dire: «ça ressemble à l'action syndicale, on n'en veut pas».

Mais face à cela, il y a une prise de conscience accélérée, le temps peut permettre de résoudre cette question, même s'il reste un énorme travail à faire pour surmonter cette méfiance.

Propos recueillis par Flora Marchand et Amaël François. Publié sur le site du NPA le vendredi 3 juin: <http://www.npa2009.org/>

Le crédit, le temps, l'espace et la révolution

Par Daniel Tanuro

En visite au camp des indignéEs de la Place de Catalogne, à Barcelone, Eduardo Galeano a accordé un entretien au cours duquel il a dit notamment ceci : « La vie vaut d'être vécue (...). Il y a un autre monde possible dans le ventre de ce monde-ci. (...) Je ne sais pas ce qui va se passer. Et ça ne m'importe pas tellement de savoir ce qui va se passer. Ce qui m'importe c'est ce qui est en train de se passer. Ce qui m'importe, c'est le temps qui est, et ce temps qui est s'ouvre sur d'autres possibles qui seront, mais on ne sait pas ce qu'ils seront » (1).

Crise du crédit, crise du temps, crise de civilisation

Ces paroles du célèbre écrivain latino-américain incitent à creuser la signification du petit mot « ya » dans ce slogan du mouvement social en cours dans l'Etat espagnol : « Democracia real ya » (démocratie réelle maintenant). Lorsqu'on se livre à cet exercice, on arrive à la conclusion que ce « Ya », en fait, concentre tout le potentiel révolutionnaire de cette magnifique mobilisation : on veut que ça change maintenant, n'essayez pas de nous endormir avec vos promesses d'un avenir meilleur; on commence à imposer ce changement maintenant, par la lutte ici; cette lutte est dure mais source d'intelligence, de joie, de dignité ici et maintenant; elle entrouvre la porte vers un autre monde possible maintenant du fait que oui, il existe déjà, en creux, à l'envers du monde actuel.

« Toute économie se résout en dernière analyse à une économie du temps » (Marx). L'importance du « Ya » renvoie en fait à la crise de la temporalité capitaliste et indique qu'il s'agit d'un aspect majeur de la très profonde crise de civilisation qui ronge cette société de l'intérieur. Système en constant déséquilibre, système pressé qui ne peut que courir de plus en plus vite en grossissant sans cesse, le capitalisme écrase constamment le présent sous le futur, repoussant devant lui problèmes et solutions. Les premiers grossissent, les secondes deviennent de plus en plus improbables ou inacceptables ? Le capitalisme n'en a cure : il continue de courir. Il ne peut tout simplement pas faire autrement, car chacun des capitaux qui le composent doit choisir: courir ou mourir.

Courir, c'est-à-dire investir, remplacer les travailleurEUSEs par des machines plus productives. Courir, c'est-à-dire vendre à tout prix, réaliser la plus-value sans tarder afin de la réinvestir. Courir, c'est-à-dire créer sans cesse de nouveaux besoins pour que la surconsommation (des riches) et le surendettement (des pauvres) absorbent la suproduction par les machines. Courir, c'est-à-dire fabriquer des marchandises à l'obsolescence accélérée, afin que la demande ne soit jamais apaisée. Courir, c'est-à-dire investir à crédit, vendre à crédit, acheter à crédit, vivre à crédit, aimer à crédit, mourir à crédit...

La dite crise financière a fait jaillir l'absurdité de cette fuite en avant permanente. Crise du crédit, c'est-à-dire du centre nerveux censé coordonner les activités des capitaux concurrents et égaliser le taux de profit, cette crise de la finance est en réalité celle du capitalisme mondialisé en tant que mode de production de l'existence sociale. C'est la crise du « demain on rase gratis » ; la crise du « achetez aujourd'hui et payez plus tard » ; la crise du théorème de Schmidt (« les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain ») ; la crise de la croyance en un deus ex machina technologique qui surgira à temps pour empêcher une catastrophe écologique ;... et la crise des autruches politiques corrompues, si serviles face au capital et si arrogantes face aux peuples, à qui le portefeuille tient lieu de cerveau et le néolibéralisme de pensée.

Non à la relance destructrice, oui à l'alternative. Maintenant

Le capitalisme ne résout rien, il détruit tout. Côté planète, l'Agence Internationale de l'Energie vient de le révéler : les émissions de CO2 ont augmenté de 1,6 Gt en 2010. Cette hausse sans précédent confirme que le plafond de 2°C d'augmentation de la température par rapport à la période pré-industrielle ne peut plus être respecté. Faute de mesures très radicales prises maintenant, le cap est mis d'ici la fin du siècle sur une augmentation d'au moins 4°C de la température de la Terre (2), entraînant une série de catastrophes irréversibles à l'échelle humaine des temps... Côté société, il suffit de jeter un œil sur les statistiques du chômage, en particulier le chômage des jeunes, pour prendre la mesure du carnage : plus de 40% en Espagne, plus de 30% en Grèce et en Irlande, plus de 20% en France et en Allemagne. Privés du droit de

se rendre utile à la société, des millions de jeunes diplômés, qualifiés, sont condamnés à survivre avec 500 ou 600 Euros par mois... au milieu d'un océan de capitaux inemployés.

De plus en plus de personnes comprennent que relancer ce système pourri en espérant que demain tout ira mieux ne ferait qu'augmenter les destructions de toutes sortes. Sur le plan écologique, cela signifierait encore plus de marchandises produites, donc d'énergie consommée, donc de gaz à effet de serre envoyés dans l'atmosphère – sans compter l'appropriation capitaliste des terres, des forêts, de l'air, ainsi que les technologies d'apprentis-sorciers (OGM, nucléaire, agrocarburants, gaz de schiste, « charbon propre »... on en passe). Sur plan social, la relance de la production ne satisferait pas les besoins sociaux les plus criants, vu que ceux-ci sont généralement non solvables. Le capitalisme ne produisant que pour le profit, sa relance nécessiterait donc d'accepter les plans d'austérité du FMI et des gouvernements, qui visent tout simplement à détruire ce qui reste de l'Etat providence : allongement de la carrière, diminution de salaire, coupes sombres dans la fonction publique et la sécurité sociale, flexibilité et précarité accrues,...

Une alternative est nécessaire. Pas demain, maintenant. Une alternative immédiate, fondée sur l'utilisation intelligente de « ce qu'il y a de subversif dans le réel », selon la formule de Bernard Friot (3). Pour l'élaborer, pour en identifier les points d'appui existants, il faut penser ; pour penser il faut s'arrêter et se rassembler en un lieu déterminé. Reconquérir le temps et l'espace pour reconstruire du lien social: c'est ce que font les indignés dans l'Etat espagnol. Les manifestes qu'ils/elles adoptent, au terme de longs débats démocratiques en assemblées populaires, montrent que la méthode est féconde. Comme celle de la place Tahrir en Egypte ou de la Casbah en Tunisie, cette mobilisation atypique confirme ainsi une grande leçon de l'histoire du mouvement ouvrier : la lutte collective permet à la conscience de faire d'énormes bonds en avant ; cela peut changer complètement le rapport de forces car, comme le disait Marx, « quand les idées s'emparent des masses, elles deviennent des forces matérielles ».

« Try to begin to change the world »

Quelles idées ? Il n'en manque pas ! Toutefois, dans le foisonnement créatif de demandes formulées par les Indignés de Madrid, de Barcelone et d'ailleurs, deux revendications nous semblent particulièrement importantes : la nationalisation de la finance et celle de l'énergie. D'une part, elles s'appuient sur le fait qu'il existe déjà un secteur public – c'est « le subversif dans le réel », l'ouverture vers un autre possible. D'autre part, si nous en soulignons l'importance, ce n'est pas par attachement dogmatique aux recettes sacrées du Programme de Transition, mais pour des raisons stratégiques, basées sur une analyse précise : ces deux secteurs sont les principaux responsables de la casse sociale et de la casse environnementale, ils sont liés entre eux par les énormes crédits nécessaires aux investissements de long terme en capital fixe (plateformes pétrolières, raffineries, centrales électriques,...), ils dominent l'économie ainsi que la politique, et bloquent toute solution écosocialiste... de sorte que leur couple infernal est en train de mener l'humanité droit dans le mur.

Ensemble avec la réduction radicale du temps de travail (sans perte de salaire et avec embauche compensatoire) et avec des réformes démocratiques dans le champ politique, ces deux revendications nous semblent devoir être mises au coeur d'un programme anticapitaliste. Elles lui conféreront beaucoup de force et de crédibilité, parce qu'elles répondent indiscutablement à des nécessités objectives vitales, incontournables (notamment la nécessité de prendre d'urgence des mesures drastiques pour éviter une élévation du niveau des océans d'un mètre ou plus d'ici la fin du siècle !).

On entend déjà les sceptiques et les blasés : vous prenez vos rêves pour des réalités, les gens sont trop individualistes, les rapports de forces sont trop dégradés, l'emprise des bureaucraties syndicales est forte, la conscience de classe est en chute libre, le projet socialiste est discrédité... Certes, tous ces facteurs incitent à tempérer quelque peu l'enthousiasme. Mais il s'agit avant tout de saluer la magnifique leçon d'audace, de courage, d'intelligence et de volontarisme (dans le bon sens du terme) donnée par les Indignés de la Puerta del Sol et de la Place de Catalogne!

« Try to begin to change the world », disait Ernest Mandel, s'appuyant sur la dernière des onze thèses de Marx sur Feuerbach (« Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde, il est temps de le changer »). Quelques milliers de jeunes ont commencé, et ils ont prouvé en pratique que notre vieille amie la taupe, la révolution, creuse sous la surface aride de ce capitalisme faussement triomphant.

Notes : (1)http://www.youtube.com/watch?v=FZ3M-QmtcL4&feature=player_embedded(2) <http://www.guardian.co.uk> (3) « Retraites : l'enjeu majeur est de voir le subversif dans le réel », Bernard Friot, Carré Rouge N°44, nov. 2010.

Avec les indigné-e-s du Mouvement du 15 Mai dans l'Etat espagnol !

Par LCR

La LCR salue avec enthousiasme le Mouvement du 15 Mai qui secoue actuellement l'Etat espagnol. Après les manifestations massives du dimanche 15 mai, des milliers de personnes occupent en permanence des centaines de lieux publics. C'est de manière totalement spontanée que la jeunesse, d'abord, et une partie de la population ensuite, s'est mobilisée ainsi pour exprimer son « indignation » face à la situation sociale actuelle, contre la caste politique, son régime et sa soumission aux pouvoirs économiques.

L'Etat espagnol a été frappé de plein fouet par la crise du capitalisme. Le taux de chômage dépasse les 20% et touche près de 43% des jeunes. La politique espagnole est dominée par le bipartisme étouffant et la fausse alternance entre la social-démocratie du PSOE et la droite réactionnaire du Parti Populaire (PP). Le régime institutionnel espagnol repose sur une « transition démocratique » faussée – à commencer par l'installation d'un monarque désigné par Franco lui-même - qui n'a jamais jugé ni puni les crimes de la dictature franquiste, ni rendu pleinement justice à ses victimes.

La caste politique, éclaboussée par de multiples scandales de corruption, se plie servilement aux intérêts du patronat, des banques et des institutions capitalistes internationales telles que l'Union européenne ou le FMI. Les mesures d'austérité dans l'Etat espagnol, destinées à faire payer la crise aux travailleurs, ont été parmi les plus dures en Europe ; réforme du code du travail qui facilite les licenciements et vide de tout contenu les conventions collectives ; recul de l'âge de la retraite à 67 ans ; suppressions d'indemnités de chômage et d'aides sociales, réduction drastique des dépenses publiques, notamment dans l'enseignement ; privatisations de services et d'entreprises publiques...

Les syndicats dans l'Etat espagnol sont profondément affaiblis depuis des années par la politique de cogestion de leurs directions bureaucratiques, qui ont transformé les organisations de travailleurs en prestataires de services aux affiliés. En riposte à la violente offensive d'austérité pilotée par le gouvernement du « socialiste » Zapatero, les syndicats ont pourtant appelé à une grève de 24 heures, le 29 septembre dernier. Le succès considérable de cette action a montré la possibilité pour le mouvement ouvrier de renouer avec une stratégie de lutte basée sur la mobilisation des travailleur/euse/s, et de commencer ainsi à changer les rapports de forces. Mais les appareils des CCOO et de l'UGT n'en ont pas voulu. Ils ont préféré la concertation, au terme de laquelle les mesures anti-sociales du gouvernement sont passées, moyennant quelques modifications insignifiantes.

C'est dans ce panorama que le Mouvement du 15 Mai a surgi de manière inespérée, à l'initiative de jeunes et d'étudiant-e-s qui, s'étant investi-e-s de façon militante dans le soutien à la grève du 29 septembre, et étant frappé-e-s de plein fouet par les effets de la crise, se sentaient particulièrement trahi-e-s par la capitulation des bureaucraties syndicales.

Ce n'est pas par hasard que la jeunesse a commencé à mettre le feu aux poudres par sa mobilisation, entraînant dans son sillage d'autres couches sociales. Qu'elle soit constituée d'étudiants, de travailleurs précaires ou de jeunes diplômés au chômage, la jeunesse subit de plein fouet les politiques d'austérité et c'est précisément cette situation qui la rend la plus sensible à la crise du sens de l'existence capitaliste. Par son action, elle renoue avec les meilleures traditions autogestionnaires du mouvement ouvrier espagnol.

Ce Mouvement du 15 Mai a commencé à changer les rapports de forces en faveur des travailleurs-euses, en brisant la peur et la passivité face à la crise, le repli sur soi ou sur les solutions individuelles. Il permet aux travailleurs de reprendre confiance en leur force collective, en leur capacité à s'organiser et à lutter pour changer les choses. Il constitue ainsi un vibrant appel à la lutte sociale, au « tous ensemble » sans lequel ses revendications sociales et démocratiques exemplaires, et de plus en plus riches, ne pourront être satisfaites. Le rôle du mouvement ouvrier est donc décisif. Pour faire en sorte que la peur change définitivement de camp, la participation et l'intervention de la classe ouvrière, avec ses propres modes d'action capables de bloquer et de mettre à mal le pouvoir du capital, sera décisive.

Hélas, il serait illusoire de compter sur les sommets syndicaux pour saisir la balle au bond. Les initiatives doivent partir de la base, des entreprises, des bureaux, des sections syndicales. En Espagne et ailleurs, les bureaucraties sont trop engluées dans la cogestion de la crise capitaliste et dans le soutien à la construction de l'Union Européenne. A la longue, leur passivité peut d'ailleurs encourager la classe dominante à envisager une répression à laquelle, jusqu'à présent, elle ne peut pas se permettre de recourir, de peur de provoquer une explosion sociale du type de Mai 68.

Plus profondément, le mouvement du 15 Mai représente un événement majeur dans la situation politique et sociale, non seulement en Espagne, mais dans toute l'Europe. Il montre que la situation actuelle ne se caractérise pas seulement par la passivité, l'individualisme, le racisme et la démoralisation du monde du travail. Ces tendances sont certes dominantes aujourd'hui, et très inquiétantes, mais des tournants brusques sont possibles.

En effet, sous la surface, l'absence de toute perspective crédible d'un changement significatif par la voie politique-électorale, la violence des attaques capitalistes, l'arrogance de la classe dominante, l'étalage du luxe ostentatoire et cynique des riches oisifs, la corruption, les inégalités croissantes, les catastrophes environnementales dont les pauvres sont les victimes sans en être responsables... tous ces éléments ensemble alimentent un formidable potentiel de révolte et charrient des aspirations positives qui ne peuvent être satisfaites par les pseudo-solutions réactionnaires.

Au-delà des revendications démocratiques et sociales, ce mouvement met fondamentalement en lumière le fait que l'impérieuse nécessité sociale et écologique objective de sortir du capitalisme productiviste et destructeur cherche son chemin à tâtons dans la conscience des masses, indépendamment de la confusion idéologique de celles-ci. Nous vivons en effet bien plus qu'une crise économique et financière : une très profonde crise de civilisation. Le capitalisme omniprésent détruit et dégrade tout sur son passage, de sorte que son triomphe appelle forcément sa contestation la plus radicale, qui devient une question de vie et de survie.

Un énorme potentiel révolutionnaire s'accumule du fait que, dans un système de vénalité marchande généralisée, la résistance collective devient le principal refuge de la dignité humaine, des relations humaines désaliénées et de la démocratie authentique. Dans ce contexte, tout acte courageux de résistance, s'il est perçu comme légitime, est susceptible de trouver un écho extrêmement large, parce qu'il éveille en chacun-e le besoin vital d'une existence humaine digne de ce nom. Voilà ce qui explique le rayonnement du Mouvement du 15 Mai et la force d'attraction de ses campements improvisés et autogérés sur des espaces publics reconquis.

De ce point de vue, bien que les situations ne soient pas comparables et qu'on ne puisse pas parler à ce jour de « révolution espagnole », ce n'est pas par hasard que le mouvement du 15 Mai reproduit une série de traits des révolutions récentes ou en cours dans le monde arabo-musulman : exigence de la « dignité », rôle clé de la jeunesse, utilisation des réseaux sociaux informatiques, occupation des espaces publics pour défier l'ordre établi, etc.

Le Mouvement du 15 Mai - comme les révolutions dans le monde arabe - a énormément de choses à nous apprendre et n'a pas fini de nous surprendre. Ces expériences et ces exemples doivent nous inspirer pour qu'en Belgique également la peur commence à changer de camp !

25/05/2011

Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), section belge de la IVe internationale

Du 15-M au 22-M: l'Espagne face à un choc de légitimités

Par Jaime Pastor

«Le monde est divisé en indignes et indignés». **Eduardo Galeano**

Le mouvement généré par les manifestations du 15 mai 2011 et l'occupation des places avec la «Republica del Sol», devenue référence symbolique à échelle européenne et internationale, s'est déjà transformé en un nouveau sujet social et politique capable de communiquer – non seulement sur internet, mais aussi par le biais de médias de «désinformation» traditionnels – sa dénonciation publique d'une «classe politique» au service des «marchés», autrement dit des grands capitaux financiers et spéculatifs.

La désobéissance civile massive qui a eu lieu dans un nombre considérable de villes durant la nuit de «réflexion» du vendredi 20 au samedi 21 mai contre les injonctions de la Junte Electorale Centrale [JEC qui avait interdit ces rassemblements] restera sans doute dans la mémoire collective de toutes les personnes qui y ont participé comme une démonstration emblématique de la force et de la légitimité qu'a gagnées ce mouvement. Et aussi de cet «enthousiasme» qui a caractérisé tous les moments d'effervescence collective, comme l'a rappelé récemment Eduardo Galeano.

Une fois surmontée cette épreuve de force inédite dans notre histoire, la décision de prolonger les Acampadas [campements sur les places] durant au moins une semaine – dans le but de faire de nouveaux pas dans l'auto-organisation, l'extension territoriale et le développement de programmes de revendications et d'initiatives d'action pour les prochains mois – semble suffire pour garantir la continuité de ce mouvement. Néanmoins, le nouveau et riche potentiel anti-systémique du mouvement ne doit pas faire oublier que, à mesure qu'il croît et gagne en pluralité, de nouveaux débats, de nouveaux problèmes et même de nouvelles tensions vont se faire jour et poser de nouvelles questions dont les réponses restent encore à construire et qui devront toujours rester réceptives à l'extraordinaire créativité qui est en train de se dévoiler.

Face à ce mouvement, la lecture des élections locales et autonomes de ce 22 mai offre un paysage très différent. La participation était de 66,23% dans les élections municipales, avec 1,70% de votes nuls et 2.54% de votes en blanc (ensemble ces deux votes constitueraient la quatrième force politique). La principale conclusion de cette votation est que le PSOE [Partido Socialista Obrero Español] a subi une défaite retentissante et presque généralisée (27,8% et presque un million et demi de votes en moins), ce qui a abouti à ce que le Parti Populaire (PP) soit le principal bénéficiaire (37,57% et 400'000 votes de plus). Le PP conquiert ainsi des villes emblématiques comme Barcelone et Séville ainsi que le gouvernement de la région de Castille-La Mancha. Il a presque obtenu également la majorité en Extremadure. Et comme si cela ne suffisait pas, la corruption n'a pas gêné le PP dans des zones comme le Pais Valencia ou Madrid. Il y a eu une montée du vote xénophobe en Catalogne (aussi bien dans le PP qu'en dehors de lui); le néo-nationalisme espagnol de Union Progreso y Democracia – UpyD – a également été renforcé dans une zone clé comme la Commune de Madrid. En Catalogne également, la Convergencia i Unio – CiU – est en hausse, alors que le Parti Nationaliste Basque – PNV – et le Bloque Nacionalista Gallego – BNG connaissent une baisse relative.

Dans la gauche, il faut noter la légère progression de Izquierda Unida – IU (quelques 200'000 votes de plus, bien qu'il perde Cordoue et Seseña). La gauche sera maintenant obligée de mener une fois de plus le débat sur sa relation malade avec un PSOE en déclin et soumis à de fortes tensions. Il y a en effet ceux qui veulent privilégier la vocation de parti de gouvernement du PSOE contre beaucoup de ses militants qui se tournent du côté du mouvement du 15 mai (M-15) pour aller vers une réelle refondation de la gauche. Mais la donnée la plus révélatrice a été le résultat spectaculaire de Bildu (coalition électorale de gauche) qui a reçu plus de 300'000 suffrages en Euskadi et Nafarroa, ce qui confirme à quel point c'était aberrant de vouloir rendre cette coalition illégale, mais souligne aussi le manque de légitimité du gouvernement de Patxi Lopez [il dirige la Communauté autonome du Pays Basque depuis 2009]. Cette montée pose de nouveaux défis au Bildu, surtout en ce qui concerne sa politique d'alliances (avec le PNV ou avec les syndicats majoritaires et en faveur d'un souverainisme indépendantiste qui cherche aussi une sortie de gauche à la crise systémique?). Un autre défi, de moindre importance, est qu'il faut la progression des

Candidatures de Unitat Popular en Catalogne au détriment de l'ERC [Gauche républicaine de Catalogne].

C'est ainsi que depuis la date fatidique du 9 mai 2010 [annonce du « plan de sauvetage » de la Grèce en mai 2010 et du « danger de contagion » vers le Portugal et l'Espagne] s'ouvre une nouvelle période qui sera dominée par l'approfondissement de la crise d'identité, de projet et de direction du PSOE.

Le PSOE est maintenant soumis à des pressions contradictoires. D'un côté, celles d'un PP qui exige la convocation d'élections générales anticipées pour pouvoir ainsi investir au plus vite le Palais de la Moncloa (siège du gouvernement espagnol), ainsi que celles de l'Union européenne et du FMI pour que le PSOE maintienne son tournant à droite. D'un autre côté, celle d'une mobilisation sociale qui, stimulée par l'irruption sur la scène publique d'une nouvelle génération politique, peut s'intensifier et s'étendre à la recherche d'une refondation du système politique et une sortie alternative de la crise. Et, au milieu, des militants et quelques « barons » qui commencent à se diviser sur le fait de savoir s'il faut limiter la réponse à sa débâcle en organisant des primaires ou s'il faut, au contraire, ouvrir la voie à une véritable (et impossible...) refondation.

Mais le contexte continuera à être le même qu'avant le 15 mai, avec une tendance à l'aggravation. La crise systémique et celle de la dette tendent à s'aggraver, entraînant des pressions accrues de la part des lobbys patronaux, de l'UE et du FMI pour l'application de nouvelles coupes dans les droits sociaux fondamentaux et la privatisation des services publics. Cette situation maintenant va peser plus lourdement sur quelques communautés autonomes et mairies endettées, comme nous avons déjà pu le voir en Catalogne avec les mesures annoncées par CiU [Convergència i Unió, droite en Catalogne] mesures qui ont finalement dû être ajournées après le 22 mai suite à l'opposition populaire.

Certains analystes reconnaissent déjà que l'ombre d'un nouveau « 9 mai » s'étend sur les nouveaux élus et laisse présager une usure croissante de la légitimité récemment acquise dans les urnes. Un reportage publié dans le numéro 150 de la revue Diagonal – sous le titre « Le 23 mai, une gestion plus privée de la crise » – fournit suffisamment de données sur ce à quoi nous pouvons nous attendre au cours des prochains mois. On peut donc penser que nous entrons dans une nouvelle période: même si les résultats du scrutin du 22 mai 2011 montrent un déplacement à droite de la majorité de ceux qui ont voté ce jour-là, cela ne peut pas occulter l'existence de tous ceux – principalement parmi les jeunes – qui ne se sentent pas représentés par les deux grands partis, n'espèrent rien de bon des prochaines élections générales, mais qui ont par contre maintenant gagné confiance dans la force collective qu'ils ont montrée dans les rues et sur les places ce 15 mai dernier.

Après sa brusque irruption au cours de la semaine passée, le mouvement sera-t-il capable de rester uni et se mettre d'accord sur des revendications et des propositions d'action propres à maintenir l'« enthousiasme » vécu et partagé au cours de ces derniers jours? Ou est-ce qu'il se fragmentera au contraire et sera victime de tentatives de cooptation par différentes forces politiques ou... « apolitiques » ? Le temps le dira, mais nous avons le droit d'être optimistes et de prévoir que, puisque les raisons de cette indignation et de cette protestation sont toujours plus justifiées, ce mouvement – uni ou à travers différents réseaux qui pourront cohabiter – se poursuivra. Il pourra empêcher beaucoup de ces nouveaux gouvernements autonomistes et locaux de conquérir une légitimité d'exercice lorsqu'ils décideront de donner un nouveau tour de vis à droite contre les droits sociaux et politiques, déjà passablement rognés au cours des dernières années. Dans ce cas, nous devrions nous préparer à un choc de légitimités en sachant que les résultats des prochaines élections générales ne vont pas le résoudre cet antagonisme, qui, dans le cas de la victoire prévisible du PP, s'étendrait à l'ensemble de l'Etat.

Une autre question qui se pose après cette semaine intense est celle de savoir si nous saurons tirer de ce nouveau mouvement tous les enseignements qui pourront nous servir pour faire des pas en avant supplémentaires dans la reconstruction d'une gauche qui soit à la hauteur des défis qui se présentent. Autrement dit, d'une gauche capable d'aller à la racine des causes de la révolte du 15 mai, de présenter un horizon de rupture avec le système politique en vigueur depuis la « Transition » politique pour mettre en place les bases d'un nouveau processus constituant au service d'une sortie anticapitaliste de la crise.

Le chemin ardu qui se profile et qu'il faudra parcourir se pose également à échelle européenne, surtout pour les peuples les plus affectés comme les Grecs [où s'est déroulée le 25 mai une manifestation des indignés de quelque 15'000 personnes], les Portugais ou les Irlandais, toujours avec l'exemple islandais comme référence. Puisque nous « commémorons » le 70e anniversaire de Bob Dylan, on pourrait dire que la réponse est déjà dans l'air, mais qu'il faudra la trouver. (Traduction A l'Encontre)

Barcelone : Le « V » de Victoire

Josep Maria Antentas et Esther Vivas

Le Mouvement du 15 Mai a vaincu la première tentative de le réprimer. Ce vendredi 27 mai, l'opération d'expulsion du camp de la « Plaza Catalunya » à Barcelone, le second en importance jusqu'à présent dans l'Etat espagnol, a été un échec cuisant.

Une semaine après que le Mouvement ait politiquement mis en déroute l'interdiction émise par la Junte Electorale Centrale d'organiser des manifestation pendant la « Journée de réflexion » du 21 mai et le jour des élections, le 22 mai, ce vendredi matin, à la première heure, la police catalane a tenté d'expulser le camp de la Place de la Catalogne. Avec un prétexte ridicule et très peu crédible ; faciliter une opération de nettoyage de la place.

D'importants effectifs policiers ont commencé par fermer les accès à la Place où se trouvaient quelques 300 personnes, afin de permettre à une brigade municipale de nettoyage de démanteler le camp. Plus d'un millier de personnes ont été venues en solidarité avec les occupants, parvenant à « reconquérir » la place et forçant la police à battre en retraite.

La tentative d'expulsion par la police a été extrêmement brutale. Malgré les mensonges du Conseiller à l'Intérieur du gouvernement catalan, Felip Puig, les images parlent d'elles-mêmes. Tout comme le bilan : plus de 100 blessés, dont l'un très grièvement.

Provocation policière ? Erreur de calcul ? Quoiqu'il en soit, le Mouvement a remporté une victoire politique très importante. L'image d'un Felip Puig nerveux répondant aux journalistes lors de sa conférence de presse était un signe clair du fiasco politique et policier du gouvernement catalan. Au-delà de la reconquête formelle de la place, la victoire contre cette première tentative de répression a donné encore plus de force et d'énergie aux activistes et n'a fait qu'augmenter la sympathie envers eux parmi la majorité de la population.

Alors que l'attention médiatique à son égard était en baisse au cours de la dernière semaine, une fois que les élections municipales et régionales passées, l'attaque policière du camp de Barcelone a à nouveau donné une importante visibilité au mouvement des indigné-e-s.

Selon les médias, plus de 12.000 personnes ont remplis à ras bord la Place de la Catalogne lors du rassemblement de 19h et du « concert de casseroles » de 21 heures ce vendredi 27 mai. Peu avant, vers 17h, plusieurs milliers de personnes ont participé à la marche contre les mesures d'austérité dans la santé publique, organisée par la plateforme des travailleurs de la santé « Indignés et indignées ». Cette marche est partie du monument à Christophe Colomb et s'est terminée par une entrée triomphale sur la Place de la Catalogne.

Sans aucun doute, l'assemblée qui s'est tenue à la fin de la journée a été la plus massive depuis le début du mouvement. Les slogans les plus criés constituaient un message politique très clair : « On ne nous expulsera pas de la Place de la Catalogne ! » ; « Felip Puig, démission ! », « Ici commence la révolution ! ». Les rassemblements dans les autres camps de l'Etat espagnol ont également été plus importants qu'au cours des derniers jours. La solidarité contre la répression a donné une nouvelle impulsion au mouvement, après une semaine où la fatigue a commencé à s'accumuler et faire sentir ses effets.

Il est impossible de savoir jusque quand dureront les camps et les assemblées sur les places, mais ceci n'est pas un mouvement conjoncturel ni isolé. C'est la pointe de l'iceberg d'un malaise social accumulé qui commence à se transformer en mobilisation. Une première secousse sociale qui annonce une nouvelle vague de mobilisations dont les manifestations du 15 Mai et les occupations ne sont que l'avant goût.

Les camps et les occupations de places ne doivent pas être analysés comme une fin en soi. Ils jouent actuellement à la fois un rôle de référence symbolique et de base d'opérations, de levier pour impulser les mobilisations à venir et de haut-parleur pour amplifier les luttes en cours.

Pendant toute la semaine, plusieurs secteurs en lutte ont participé aux activités de notre particulière «

Plaza Tahrir » à Barcelone, entre autres des collectifs pour un logement digne et de familles menacées d'expulsion ; des travailleurs de la compagnie Telefonica en lutte contre la volonté de la direction de licencier 6.000 employés ; des étudiants et des travailleurs universitaires qui protestent contre les mesures d'austérité dans l'enseignement supérieur...

Presque deux semaines après le 15 Mai et le début des occupations, le mouvement de notre petit « Mai 2011 » a encore devant lui quelques défis. Le premier, c'est de continuer à s'enraciner localement, en multipliant les assemblées de quartiers et de villes et en favorisant l'auto-organisation populaire. Le second, c'est de multiplier les efforts pour se lier à la classe ouvrière, les entreprises en lutte et le syndicalisme de combat et maintenir ainsi la pression sur les syndicats majoritaires, déconcertés par un mouvement inattendu qui remet radicalement en question leur orientation actuelle en faveur de la concertation sociale. Le troisième défi consiste à faire culminer les occupations avec une date pour une puissante mobilisation unificatrice dans l'ensemble de l'Etat espagnol et, dans la mesure du possible, à l'échelle internationale. De là la nécessité de commencer à travailler sur la date du 19 juin, par le camp de Barcelone, comme objectif pour une telle mobilisation globale.

La journée du 28 mai a été décisive pour insuffler de l'énergie, activer de nouvelles solidarités et redoubler les motifs de l'indignation. Il convient maintenant de penser les prochains pas à faire de manière collective et stratégique.

<http://esthervivas.wordpress.com> / Traduction française par Ataulfo Riera pour le site www.lcr-lagauche.be

Petite chronique d'une grande assemblée

Par Miguel Romero

« Quelle quantité de gens ! » nous disions-nous les uns aux autres, sous un soleil splendide, sur la place de Lavapiés (quartier populaire de Madrid, NDLR) ce samedi 28 mai à midi. Mais, c'est combien « quelle quantité de gens ! » ? Jusqu'à aujourd'hui, « quelle quantité de gens ! », en comptant y compris les activistes engagés du quartier, c'était, disons, cent personnes. Aujourd'hui, nous sommes entre 500 et 600. Et aujourd'hui, il s'agit d'autre chose que les habituels rassemblements, débats, conférences auxquels nous étions habitués. Il est clair que quelque chose de nouveau est né, un mouvement social qui est encore dans sa phase « fluide » et dont il vaut mieux qu'il continue ainsi plutôt que de se solidifier trop tôt.

L'assemblée a été très bien modérée par des gens dynamiques qui ont confirmé l'utilité des « groupes moteurs » qui agissent avec cordialité, patience et un bon sens commun pour chercher des conclusions largement partagées.

Je résume ce qui m'a paru le plus intéressant :

- Alors que l'on parle beaucoup de la « génération perdue », il y avait dans le public beaucoup de gens ayant entre 30 et 40 ans, signe d'une « génération récupérée ».

- La proposition qui a été lue sur l'organisation des débats en assemblée répond à une volonté très forte de démocratie participative. C'est très bien et il vaut mieux s'étendre sur cela que de conclure trop vite. Mais à la mesure que le mouvement se développe, et cela devrait bientôt arriver, je crois qu'il sera nécessaire d'appliquer des formes de représentation démocratique bien contrôlée. Former des groupes de travail sur base du volontariat, y compris celui qui devra transmettre les accords de l'assemblée, c'est très bien pour commencer, mais je ne sais pas si cela sera encore utile sous peu, surtout quand apparaîtront des désaccords plus importants.

- Il est très bien que se manifeste un tel respect pour les avis divergents et qu'ils s'expriment dans les mêmes conditions que les avis convergents. Il est également positif d'opter pour le principe qu'en dernier recours, « un vote est préférable à un veto » afin d'adopter par une large majorité des 4/5e des accords lorsque l'on ne parvient pas au consensus.

- Ces règles, et surtout la pratique de les utiliser, forment une espèce de « Parlement anti-parlementaire », une expérience très saine qui suppose une critique démocratique vivante du Parlement de « ceux d'en haut ».

- Le débat s'est limité à exprimer des opinions sur le maintien ou non de l'occupation de la Puerta del Sol et sur l'organisation de l'assemblée du quartier. Cela semble peu pour trois heures de discussions, mais l'assemblée n'a en rien été ennuyeuse et la démocratie prend du temps.

- On accueille très bien les opinions du type « nous sommes des citoyens indignés, ici il n'est pas important de savoir si on est de droite ou de gauche, croyant ou non-croyant », etc. Il faudra voir quel sens concret vont prendre ces expressions qui révèlent, probablement, une volonté d'inclusion, une méfiance envers les étiquettes politiques préétablies... mais aussi des idéologies en rien inclusives.

- Deux interventions contre la réforme du code du travail et la réforme des pensions n'ont pas été très bien accueillies. Comme si beaucoup de gens pensent que cela n'était pas approprié dans ce lieu. Il est vrai que ces interventions ont été assez maladroitement, de type « meeting » et sloganiques, ce qui ne correspondait pas du tout au ton de l'assemblée. Mais il est également vrai qu'une intervention visant à considérer comme un objectif fondamental la seule réforme de la loi électorale a été mal reçue elle aussi. Je ne sais pas très bien comment interpréter cela. Peut être que la majorité des gens ne veut pas entrer dans ce type de discussions-là pour le moment. Peut être que cela démontre une difficulté à aborder des objectifs politiques concrets. On verra bien.

- Comme on estime énormément l'expérience et le symbole du camp de la Puerta del Sol, dont les méthodes d'organisation sont prises comme modèle et dont les opinions ont une très grande autorité, les

conditions émies pour une levée du campement ont été très soigneusement et attentivement abordées et précisées. La majorité des présent-e-s était en faveur d'une levée du camp, mais toujours à la condition que tel soit le choix de l'Assemblée de Sol afin de montrer que cette décision est prise par la seule volonté du mouvement et collectivement. On veut donner à cette levée un caractère très festif et on estime nécessaire de maintenir un « point d'information » permanent sur la place, en la réoccupant de temps en temps d'une manière ou d'une autre (pas nécessairement sous forme de campement). Tout le monde exige en tous les cas l'abandon de toute poursuite judiciaire contre les 24 personnes inculpées pour les incidents survenus le 15 mai.

J'oublie certainement certains points, il ne s'agit ici que de résumer mes impressions. Un procès verbal de l'assemblée sera publié sur le site web <http://lavapies.tomalosbarrios.net/>. Ce qui me semble le plus important, c'est l'état d'esprit collectif qui prédominait, une sorte de « nous sommes en train de gagner ». Il faut remonter à certains moments de la campagne pour le référendum contre l'OTAN dans les années '80 pour retrouver quelque chose de semblable.

L'assemblée a décidé de s'organiser avec des formes très militantes : une réunion hebdomadaire, des groupes de coordination d'activités spécifiques, avec une tournante quant à la composition. Et, pour terminer, juste après que la traduction en langage des signes se soit achevée, l'assemblée s'est terminée par une grande ovation. Nous sommes content-e-s. C'est un bon début.

Miguel Romero est membre de la rédaction de « VIENTO SUR » et d'Izquierda Anticapitalista. Traduction française pour le site www.lcr-lagauche.be

Le Mouvement des indignéEs : Passer à l'étape suivante

Josep Maria Antentas et Esther Vivas

Cela fait déjà quatre semaines. Quatre semaines que le paysage politique et social dans tout l'Etat espagnol a été bouleversé par l'irruption d'un mouvement que personne n'attendait. Ce mouvement a déjà à son actif quelques victoires politiques face à la Junte Electorale d'abord, et face à la tentative d'expulsion du camp de Barcelone ensuite. Et, surtout, il a mis fin à la passivité résignée face aux attaques contre les droits sociaux.

Après d'intenses journées d'activisme, la fatigue et l'épuisement laissent des traces dans les campements. Les difficultés de gestion de plusieurs d'entre eux sont notoires. Leur temps s'achève. Car ces campements et occupations de places ne sont pas une fin en soi. Elles ont agité à la fois comme symboles de référence et bases d'opération, comme des points d'appui afin d'impulser les mobilisations de demain et comme haut-parleurs pour amplifier celles d'aujourd'hui. Lever ces camps dans une position de force, volontairement, sans entrer dans une spirale en déclin comme certains signes le laissaient déjà entrevoir, tel est le pas à faire maintenant. Et c'est ce pas qui est actuellement suivi, avec difficulté, dans de nombreux campements.

Le défi est d'être capable de gérer le succès afin de passer à la phase suivante en utilisant l'énergie et l'impulsion des campements pour continuer à avancer. Des campements et occupations des places émerge ainsi un calendrier de mobilisations immédiates. Elles doivent permettre à la fois de faire culminer la phase ouverte par le 15 Mai et marquer l'entrée dans la phase suivante, pour commencer à déplacer le centre de gravité du mouvement.

Premièrement, il y a les mobilisations qui se déroulent ce samedi 11 juin dans de nombreuses localités à l'occasion de l'entrée en fonction des nouvelles majorités régionales et municipales, et cela à la suite des rassemblements qui ont été durement réprimés devant le Congrès (de la communauté autonome, NdT) de Valence ce 9 juin, avec l'investiture du nouveau gouvernement régional de droite.

En second lieu, il y a les mobilisations devant les sièges de plusieurs institutions contre les politiques d'austérité, à la suite des rassemblements du 8 juin face au Parlement à Madrid contre la réforme des négociations collectives, et celui du vendredi 10 juin face au siège du Ministère du Travail. Parmi les rassemblements prévus, ceux des 14 et 15 juin devant le Parlement catalan, pour y organiser un campement et un blocage, sont particulièrement importants.

Une mobilisation réussie le jour où la session du Parlement commence à discuter du budget peut constituer un moment clé dans les luttes contre l'austérité qui secouent depuis plusieurs mois la Catalogne, surtout dans les secteurs de la santé et de l'enseignement. Cela pourrait constituer une référence pour de futures mobilisations dans d'autres communautés autonomes lorsque ces dernières commenceront également à se pencher sur des mesures d'austérité à partir de l'automne prochain.

En troisième lieu, il est nécessaire de préparer la journée de manifestations du 19 juin (19J) dans tout l'Etat espagnol et dont le thème général proposé par le campement de Barcelone est « La rue est à nous. Ne payons pas leur crise ». Ce rendez-vous devrait permettre de traduire dans la rue les sympathies suscitées par les campements et les occupations et de renforcer ainsi la dimension de masse du mouvement. Le défi du 19 juin est de pouvoir montrer l'élargissement politique et social du mouvement par rapport à la journée du 15 mai.

Au-delà de ces mobilisations immédiates, il faut également fixer une feuille de route pour l'étape suivante. Il est également nécessaire d'élaborer en ensemble de revendications de base qui combinent un discours général de critique face au modèle économique actuel et à la caste des politiciens, dans l'esprit du slogan central de la journée du 15M : « Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politiciens et des banquiers » et avec des propositions concrètes. Faute d'un cahier de revendications communes à tous les campements, celui de Barcelone semble le plus consistant du point de vue politique et constitue un bon point de départ et de référence revendicative pour l'avenir.

Dans cette nouvelle période, on ne peut perdre de vue le caractère de référence symbolique qu'ont acquis les campements et les occupations des places. Maintenir ces symboles, en tant que « mémoire » et élément de continuité, est très important. De là la volonté de nombreux campements qui ont décidé de se dissoudre tout en maintenant une petite infrastructure sur les places (des points d'information) et d'y organiser régulièrement des assemblées.

Les chemins à prendre pour les prochains mois semblent clairs. Premièrement, renforcer l'enracinement territorial du mouvement, renforcer les assemblées locales et établir des mécanismes de coordination stables. Il sera nécessaire de trouver une méthode capable de combiner l'enracinement local et les activités unificatrices, sans tomber dans la dispersion d'objectifs. La proposition d'une consultation populaire qu'ébauchent certains activistes de la Plaza de Catalunya pourrait permettre, avec d'autres initiatives, d'atteindre un tel objectif.

Deuxièmement, établir des liens avec la classe ouvrière, les secteurs en lutte et le syndicalisme de combat et maintenir ainsi la pression sur les syndicats majoritaires, déconcertés par un changement du panorama politique et social qu'ils n'avaient pas prévu. Le défi est de porter l'indignation dans les lieux de travail, où la peur et résignation prédominent toujours.

Troisièmement, préparer la journée du 15 octobre, comme date de mobilisation unificatrice en cherchant en outre à la transformer en une journée d'action globale et un moment décisif pour l'internationalisation du mouvement.

Quatrièmement, combiner le développement d'un mouvement généraliste, le « mouvement des indignés » qui fait une critique de l'ensemble du modèle politique et économique actuel, et son articulation avec des luttes concrètes contre l'austérité et les politiques qui visent à faire payer la crise aux travailleurs-euses.

Une étape s'achève et une autre commence. Sans que l'on s'en rende compte, nous avons dans les mains un mouvement dont on commence seulement à découvrir tout le potentiel.

<http://esthervivas.wordpress.com> / Traduction française par Ataulfo Riera pour le site www.lcr-lagauche.be

Il n'y a plus de doute : la rue est à nous

Josep Maria Antentas et Esther Vivas

Le 19 juin était un test décisif pour le mouvement né le 15 mai dernier. L'objectif initial de la journée était de traduire en une mobilisation de rue les sympathies populaires que le mouvement avait suscitées au cours de ces dernières semaines. De plus, après la journée d'action du 15 juin devant le Parlement catalan, la manifestation du dimanche 19 juin s'est également transformée en une épreuve de force face aux adversaires du mouvement. Après le 15 juin en effet, ce mouvement s'est vu plongé dans une bataille pour défendre sa légitimité. Il devait donc montrer toute sa force dans une mobilisation de masse capable de balayer les doutes.

Le résultat est indiscutable. Sans entrer dans la stérile querelle des chiffres, le 19 juin, des centaines de milliers de personnes ont manifesté dans les rues. Il y avait 150.000 personnes à Madrid, dans le cadre d'une marche spectaculaire organisée en plusieurs colonnes qui, partant de différents quartiers, a convergé dans le centre de la ville. Il y avait 275.000 personnes à Barcelone (selon les données établies à partir d'images satellites sur google), qui ont paralysé le centre de la ville. D'autres manifestations ont parcouru les rues de plus de 50 villes dans tout l'Etat espagnol.

La tonalité et le profil de ces manifestations ont été dominés par leur caractère festif et ludique, combiné à la radicalité des revendications. « La rue est à nous. Nous ne paierons pas leur crise » était le slogan principal de la manifestation de Barcelone, accompagné de trois exigences subalternes ; « Stop à l'austérité » ; « Felip Puig (Conseiller à l'Intérieur du gouvernement régional catalan) démission » et « Vers une grève générale ». Les critiques vis-à-vis du Pacte de l'Euro, aux politiques d'austérité, aux banques, la demande d'une grève générale... tels furent effectivement les slogans les plus repris par les participant-es.

Le souvenir de l'énorme manifestation alterglobaliste « contre l'Europe du capital et de la guerre » du 16 mars 2002, à l'occasion du sommet de l'Union européenne à Barcelone, est revenu à la mémoire de beaucoup d'entre nous.

Le 19J a démontré l'élargissement quantitatif et qualitatif du mouvement par rapport au 15 mai. En un mois, sa base sociale s'est élargie, elle s'est diversifiée du point de vue social et générationnel, elle s'est également enracinée du point de vue territorial. Ce succès culmine ainsi la première phase ouverte avec le 15M et les campements. Il ouvre une nouvelle étape, encore indéfinie.

Cette secousse sociale reflète la profondeur de la dynamique en cours et la consistance d'une indignation sociale et d'un mouvement en marche qui a pu surmonter l'attaque féroce dont il a fait l'objet le 15 juin. L'opération de criminalisation mise en marche après le blocage du Parlement catalan a finalement échoué. Mis au pied du mur par les médias au soir du mercredi 15 juin, le mouvement a immédiatement démontré qu'il jouit d'un vaste soutien populaire.

En Catalogne, submergés par le tourbillon médiatique, certains secteurs sociaux qui sympathisent avec les indignés ont probablement pensé que le mouvement avait « été trop loin » et que « ce n'est pas ainsi qu'il faut faire les choses ». Mais la majorité d'entre eux ont à nouveau progressivement en sa faveur au cours des journées suivantes. Il semble clair que le gouvernement catalan conservateur CiU (1) a, de nouveau, mal évalué les choses et fait une énorme erreur de calcul en lançant une attaque aussi brutale contre le mouvement. Cette attaque a été perçue comme excessive aux yeux d'une bonne partie de l'opinion publique.

Les qualificatifs de « kale borroka (guérilla urbaine) de basse intensité » et d'actions de « violence extrême » lancés contre le blocage du 15 juin devant le Parlement étaient effectivement exagérés au regard des images retransmises. La menace effrontée du Conseiller à l'Intérieur Felip Puig de déposer plainte contre Arcadi Oliveres - président de l'association « Justice et Paix », qui jouit d'une énorme popularité en Catalogne - pour ses déclarations suggérant que c'étaient des policiers infiltrés qui ont provoqué les incidents, n'a fait que donner plus d'intérêt encore aux vidéos circulant sur internet afin de dénoncer cette infiltration policière. Cela n'a fait que confirmer également la volonté du gouvernement CiU d'utiliser la mobilisation devant le Parlement pour criminaliser l'ensemble des mouvements sociaux.

Dans la même veine, l'attaque directe lancée contre la Fédération des Associations de Voisins de Barcelone (FAVB), qui avait organisé la « casserolade » devant le Parlement (mais non le blocage en lui-même), a été vue comme une tentative de dénigrer l'une des organisations sociales les plus représentatives de la ville et qui est destinée à jouer un rôle clé dans l'opposition aux politiques municipales du nouveau maire conservateur, Xavier Trias.

Dans la criminalisation du 15J, comme ce fut le cas dans d'autres occasions, le gouffre entre le discours des médias et les sentiments de l'opinion publique majoritaire s'est révélé patent. Les délires sur « l'attaque contre la démocratie » et la « prise d'otage du parlement » n'ont finalement fait qu'exprimer le point de vue intéressé et partial de « faiseurs d'opinions » qui laissent indifférents pas mal de monde. La sacralisation des institutions et de leurs représentants faite par les médias n'est donc pas le reflet du sentiment de la rue.

De nombreux médias ont demandé au mouvement s'il était prêt à faire son « autocritique » pour son action devant le Parlement. Au regard de la manifestation du 19J, plusieurs journalistes professionnels honnêtes ayant adopté des positions favorables aux indignés, mais qui n'ont pas compris les événements du 15 juin, devraient désormais se poser cette question à eux-mêmes.

En outre, le mouvement a été capable de réagir avec un discours intelligent à cette tentative de criminalisation, et cela malgré les difficultés de parvenir au consensus et du fait de problèmes de fonctionnement internes. Réaffirmant la légitimité de l'action de « blocage » du Parlement, il a mis en lumière son exigence d'un référendum sur les politiques d'austérité. Il a insisté sur le caractère exagéré de la charge médiatique concernant les incidents « violents » et il a réitéré les soupçons de provocations policières et dénoncé la violence et les arrestations policières. Il s'est démarqué (sans pour autant condamner) des actions qui ont eu lieu pendant la mobilisation et qui n'entraient pas dans les critères « d'action massive non violente et déterminée » établis par consensus lors de la préparation de la journée.

Dans ce cadre, la gauche institutionnelle catalane, qui avait joué un rôle lamentable le 15 juin en s'affrontant directement au mouvement et en agissant à la remorque de la droite, a finalement compris que l'enjeu du 19 juin ne concernait pas seulement l'avenir et la crédibilité du mouvement. Un échec de cette mobilisation aurait sans doute dégonflé ce mouvement qui dérange tant cette gauche parlementaire, mais cela aurait été au prix de son isolement face à une droite au pouvoir. Ainsi, de manière discrète, des partis tels que ICV-EUiA (2) ont montré leur soutien à la manifestation, tout comme, indirectement, quelques médias proches de la gauche parlementaire. De leur côté, les syndicats majoritaires, CCOO et UGT, relégués à l'arrière plan depuis l'émergence du mouvement, ont appelé à participer à la manifestation et ont été présents en son sein (mais avec un profil bas, afin d'éviter les susceptibilités).

Le succès du 19J démontre donc l'ampleur de la sympathie populaire pour le mouvement et le malaise social que ce dernier exprime. Derrière la participation massive, il y a eu également une réaction défensive d'une bonne partie de la base sociale du mouvement, qui a compris le caractère exceptionnel de cette mobilisation, son importance cruciale et la nécessité d'offrir une réponse fulgurante aux tentatives de le criminaliser et de le détruire.

Les déclarations de l'ensemble des dirigeants politiques catalans après le 19J, à commencer par le président de la Generalitat (3), Artur Mas, qui a affirmé « comprendre » les indignés, ou celles du Conseiller à l'Intérieur, Felip Puig, qui a « félicité » avec une figure de circonstance les organisateurs de la manifestation, sont les meilleures preuves du succès sans appel de cette mobilisation à Barcelone.

Sachant que, finalement, la rue s'est réveillée, les partisans de « la loi et de l'ordre » vivent des jours d'anxiété...

Plus d'infos : <http://esthervivas.wordpress.com> . Traduction française par Ataulfo Riera pour le site www.lcr-lagauche.be

Notes de la rédaction :

1) CiU : Convergència i Unió, coalition autonomiste de centre-droite

2) ICV : « Iniciativa per Catalunya Verds », organisation affiliée aux Verts Européens. EUiA : « Esquerra Unida i Alternativa », coalition contrôlée par le Parti communiste de Catalogne

3) Institutions politiques autonomes de la Catalogne